



défis Sud

Numéro 124 Bimestriel avril, mai 2015 (ne paraît pas en août) Rue aux Laines, 4 1000 Bruxelles Bureau de dépôt Bruxelles X N° d'agrément : P307409

DOSSIER

Nourris mais mal nourris

EBOLA
après l'épidémie

ALIMENTATION
droit à la vie

Aux Philippines, un jeune garçon indique du doigt le paquet de chips qu'il désire acheter.

sommaire

n° 124

4 - 7 ANALYSE

Ebola après l'épidémie

Si la crise sanitaire provoquée par le virus Ebola semble marquer le pas, une autre crise, économique et alimentaire est arrivée sur le devant de la scène comme le démontre un rapport spécial du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'état des récoltes et de la sécurité alimentaire dans les trois pays les plus touchés par l'épidémie.

8 - 23 DOSSIER

Une récente étude des Nations unies sur l'amélioration de la nutrition par le biais de l'agriculture montre que dans de nombreux pays du Sud, la plupart des politiques agricoles se concentrent sur les aspects de production alimentaire, de culture de rente et de réduction de la pauvreté. En général, ces politiques ne contiennent aucun objectif nutritionnel explicite. La nutrition n'est pas encore bien intégrée au sein des politiques alimentaires mondiales. La recommandation de la FAO d'utiliser l'expression «sécurité alimentaire et nutritionnelle» (SAN) n'est pas suivie et l'implémentation du concept sur le terrain est encore très peu vérifiée. Pourtant, les conséquences sociales, économiques et sanitaires de la malnutrition sur les populations sont de plus en plus graves.

24 - 26 ENTRETIEN

avec Hilal Elver

Quelles sont les politiques qui permettent réellement de mettre en œuvre le droit à l'alimentation ? Dans un entretien accordé à *Défis Sud*, Hilal Elver, la nouvelle rapporteuse spéciale des Nations unies pour le Droit à l'alimentation explique ses priorités : résoudre la question du réchauffement climatique en respectant la souveraineté alimentaire, améliorer la condition des femmes paysannes et mettre l'accent sur le problème de la qualité de la nutrition.



27 AGIR



Dossier

Nourris mais mal nourris

Lotteria est une chaîne de Fast Food au Vietnam.
© Mark Henley/ Panos.

8-10 INTRODUCTION

La faim cachée

11-13

La marchandisation de la nutrition

14-16 FLÉAU DE L'OBÉSITÉ

Plus seulement une maladie de pays riches

17-19 PÉROU

Pays émergent mais malnutri

19-21

Lutte contre la malnutrition en Équateur

21-23

Élevage et bonne nutrition

Directeur de la publication: Jean-Jacques Grodent. Rédacteur en chef: Pierre Coopman. Conseil éditorial: Laurent Biot, Christophe Brisme, François Cajot, Pierre Coopman, Freddy Destrait, Jean-Jacques Grodent, Marc Mees, Virginie Pissort, Claire Stoeckel, François Vandercam. Collaborateurs: Patrice Debry, Nicolas Demartin, François Misser, Bérénice Petit, Sabine Schrader, Patrick Veillard, Koen Van Troos. Couverture: Chris Stowers/ Panos. Rédaction: Rue aux Laines, 4, 1000 Bruxelles. tél. 32 (0)2 511 22 38 Réalisation: Studio Marmelade. Impression: The Factory Brussels. Défis-Sud est une publication de SOS Faim. Défis-Sud est un forum où des auteurs d'horizons divers s'expriment sur les thèmes du développement. Tous droits de reproduction réservés. Les articles n'engagent que leurs auteurs. Les titres et les sous-titres sont parfois de la Rédaction. E-mail: pco@sosfaim.org Site web: www.sosfaim.org

Imprimé sur papier recyclé. Éditeur responsable: Freddy Destrait - rue aux Laines, 4 - 1000 Bruxelles. Défis Sud bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD).

Le temps de la coopération au développement est-il rond ?

L'éditorial
de Freddy Destrait
Secrétaire général de
SOS Faim Belgique



© Mihnea Popescu.

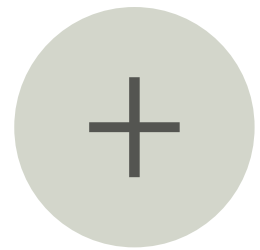
Freddy Destrait.

Défis Sud est un peu comme un navire, certes modeste, qui depuis plus de vingt ans organise la mise en débat et analyse le mouvement des idées du monde de la coopération internationale au développement. Pour sortir tous les deux mois une revue de qualité, il y a l'équipage de SOS Faim et ses collaborateurs extérieurs. Dans les équipages, il y a ceux qui arrivent et ceux qui partent. C'est le cas pour moi aujourd'hui : je passe le témoin à Olivier Hauglustaine à qui je souhaite bon vent dans sa fonction de secrétaire général mais aussi d'éditorialiste.

« Écrire un éditorial c'est comme naviguer en solitaire : il y a des jours sans vent où la plume est laborieuse, des jours de brise légère et des jours de tempête où se bousculent les arguments. »¹ Comme c'est mon dernier édito, j'ai relu le premier (1996), pour vérifier si mes propos avaient échappé à la rouille et donc à l'épreuve du temps. En ce moment de réforme du secteur de la coopération, quelle n'a pas été ma surprise : l'édito parlait de la réforme proposée par le secrétaire d'État à la Coopération de l'époque Réginald Moreels et interrogeait les ONG. Je reprends dans le paragraphe ci-dessous quelques-unes des interrogations de l'éditorialiste.

Le problème auquel nous sommes confrontées comme ONG, c'est le système d'aide lui-même. Ce ne sont pas les hommes et les femmes qui sont en question mais le système qui modèle leur raisonnement. Pour faire bouger celui-ci, on ne peut se contenter des réflexions habituelles sur les objectifs et les moyens : il faut changer radicalement notre manière de penser la coopération au développement. Nous ne pouvons maintenir, dans un monde qui change, les mêmes analyses, attitudes et méthodes de travail. Il serait temps que nous quittions une attitude trop défensive, liée à notre survie institutionnelle, notre autonomie, nos sensibilités que l'on prétend si différentes. J'invite le monde des ONG à méditer sur un extrait de *Cocus mais contents*² : «...pour les ONG, le changement fait peur. Elles remettent à demain la révision de leur réflexion et de leur action. Elles bloquent les réformes de l'intérieur du secteur. Une attitude défensive prévaut. »

À me relire, 19 ans plus tard, je m'interroge : le temps de la coopération au développement serait-il rond ?



Il faut changer radicalement notre manière de penser la coopération au développement.

¹ Christophe Barbier, directeur de l'Express, in *Jacques Attali Perspectives*, éditions Express-Roularta 2011.

² *Cocus mais contents : le rôle et la place des ONG dans la coopération internationale* - Éditions SOS Faim - Action pour le développement, 1995.

analyse

Ebola : après l'épidémie ?

Un article de **François Misser**

Même si l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé, le 9 mai 2015, la fin de l'épidémie d'Ebola au Liberia, ses conséquences à plus long terme sur la production agricole et sur la sécurité alimentaire risquent de se faire sentir douloureusement.

Dans un courrier adressé le 12 janvier à l'Assemblée générale des Nations unies, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon se félicite de ce que dans les trois pays les plus touchés par l'épidémie, la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, «*la propagation de la maladie a nettement ralenti*». Alors qu'en septembre 2014, le nombre de cas doublait toutes les trois à quatre semaines, on a assisté à une légère diminution en décembre. Toutefois, ces chiffres masquent des différences considérables à l'intérieur des pays affectés et d'un pays à l'autre. Le nombre de nouveaux cas fluctue en Guinée, tandis qu'il diminue au Liberia. En Sierra Leone, la transmission reste plus élevée dans la partie ouest du pays, mais certains signes laissent entendre qu'elle se ralentit dans l'ensemble. À la fin 2014, dans le monde entier, 20 206 cas étaient confirmés tandis que 7 905 décès étaient signalés.

Mais si la crise sanitaire semble marquer le pas, une autre crise, économique et alimentaire, arrive sur le devant de la scène, comme le démontre un rapport spécial du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'état des récoltes et la sécurité alimentaire dans les trois pays, rendu public le 5 janvier dernier. Le nombre déjà considérable de personnes souffrant d'insécurité alimentaire sévère dans ces trois pays d'Afrique occidentale, qui était de 2 millions en novembre dernier, devrait passer à 2,56 millions. En chiffres absolus, le pays le plus touché est la Guinée (1,2 million en mars), suivie du Liberia (750 000) et de la Sierra Leone (610 000). Ebola n'est pas identifié comme la seule cause de cette situation mais intervient comme

un facteur aggravant, multipliant par deux le nombre de cas de personnes en situation d'insécurité sévère.

Réponses inappropriées

Comment a-t-on pu en arriver là ? La FAO cite une série de facteurs menaçant la sécurité alimentaire, entraînés par le manque de main-d'œuvre imputable à l'épidémie mais aussi par les réponses parfois inappropriées des gouvernements de ces pays, d'autres États africains ou de l'Europe, comme la fermeture de frontières, la mise en place de zones de quarantaine et des restrictions aux déplacements des personnes qui ont «*sérieusement limité le mouvement et la commercialisation des aliments*». Ces mesures ont entravé la production de denrées alimentaires, l'accès à ces denrées et leur disponibilité. Elles ont perturbé les marchés et les échanges commerciaux transfrontaliers, réduit les prix à l'exploitation des produits agricoles et fait baisser le revenu et le pouvoir d'achat des ménages.

Selon les résultats des enquêtes effectuées par le PAM en octobre et novembre 2014, le début des récoltes semble avoir eu peu d'effets positifs sur la sécurité alimentaire des ménages dans les zones fortement affectées par Ebola comme la Guinée Forestière, le Lofa (Liberia) et la région de Kailahun (Sierra Leone), où les ménages continuent d'avoir recours à des stratégies d'«*adaptation négative*». Autrement dit, face à l'offre insuffisante de produits vivriers ou à leur prix inabordable, les gens sont contraints de réduire leur apport alimentaire. L'impact de l'épidémie sur la sécurité alimentaire est toutefois moins sévère dans les zones urbaines, comparées aux zones rurales. Cette situation a en tout

Quand Ebola mettait en péril l'axe Dakar-Conakry

Fin 2014, les relations entre Dakar et Conakry ont connu des remous à cause d'Ebola. Une crise diplomatique a été provoquée par la décision du Sénégal de fermer ses frontières avec la Guinée. Lisez la chronique de cette crise en bonus sur les pages Défis Sud du site de SOS Faim : www.sosfaim.org



Au Sierra Leone, une bannière montre le chef de l'État, Ernest Bai Koroma, se lavant les mains pour prévenir la contagion.

© Sven Torfinn/ Panos.

cas amené la FAO, à lancer une alerte spéciale pour la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, où les campagnes agricoles du riz et du maïs seront particulièrement affectées. Les pénuries alimentaires et les flambées des prix sont à craindre dans les prochains mois.

«Même avant l'épidémie d'Ebola, les ménages de certaines zones touchées consacraient jusqu'à 80 pour cent de leurs revenus à la nourriture», indique Vincent Martin, chef du Réseau de résilience de la FAO basé à Dakar, qui coordonne l'intervention de l'Organisation. «Avec ces dernières flambées des prix, ils ne peuvent plus du tout se permettre d'acheter des aliments. Cette situation pourrait avoir des retombées sociales susceptibles d'entraîner à leur tour de fortes répercussions sur les mesures de confinement de la maladie», déplore-t-il.

Chute de la production agricole vivrière et bond de l'inflation

Une des conséquences les plus importantes de l'épidémie a été la chute des productions vivrières nationales. Le PAM et la FAO s'attendent à une diminution de 12% de la production rizicole au Liberia, de 8% en Sierra Leone et de 3,7% en Guinée, avec des creux de 20% dans les zones les plus touchées par la maladie comme dans les comtés de Lofa et de Margibi au Liberia, de 17% dans le district de Kailahun en Sierra Leone et de 8,5% dans la zone de Nzerokore (Guinée). Dans le cas du manioc qui requiert moins de main-d'œuvre et d'intrants, l'impact est inférieur, de l'ordre de 5% au Liberia, 3% au Sierra Leone et 1,2% en Guinée. Dans les trois pays, l'impact sur la récolte de maïs est également moindre que dans le cas du riz.

**Ebola
a perturbé
les marchés et
les échanges
commerciaux.**

Les pénuries alimentaires et les flambées des prix sont à craindre dans les prochains mois.

La seconde conséquence de l'épidémie a été l'effet sur les prix. C'est ainsi qu'on a pu constater au cours du dernier trimestre de 2014, une hausse de 30,8 % du prix du riz importé en Sierra Leone. Celle-ci a atteint 40 % au Liberia voisin. Dans ce même pays, l'an dernier, une hausse de 67,3 % du prix des produits vivriers a été constatée par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) entre mars et juin 2014. Dans ce même pays encore, les prix du manioc, du gari (semoule de manioc) et de l'huile de palme ont grimpé respectivement de 150 %, de 100 % et de 53,8 % entre septembre et octobre. Une tendance similaire a été observée pour la viande, la farine et le sucre.

En conséquence, les pays concernés ont augmenté leurs importations, notamment de riz. C'est le cas de la Guinée dont les importations de riz entre janvier et septembre sont montées à 512 000 tonnes, contre 396 000 t durant la même période de l'année précédente, bien que la fermeture des frontières du Liberia et de la Sierra Leone ait empêché l'exportation de riz guinéen vers ces pays. Pour 2015, les besoins en céréales importées sont estimés à 445 000 tonnes pour la Guinée, 400 000 t pour le Liberia (qui importe 80 % de sa consommation) et 300 000 t pour la Sierra Leone. Or, sur la base des prévisions d'importations commerciales, ces besoins ne seront que partiellement couverts, faisant apparaître un déficit de 90 000 tonnes pour le Liberia, 55 000 t pour la Sierra Leone et 44 000 t pour la Guinée, qui devra être comblé soit par l'aide internationale soit par des dotations budgétaires additionnelles de la part de ces gouvernements. Or, ceux-ci sont confrontés à une baisse de leurs recettes fiscales, entraînée par le ralentissement de l'activité provoqué par l'épidémie. Selon le Pnud, l'impact pour les trésors publics des pays concernés en 2014 a été substantiel avec une baisse de 93 millions. de dollars dans le cas du Liberia, de 120 millions. en Guinée et de 79 millions. au Sierra Leone.

La sécurité alimentaire est affectée également par la baisse du niveau de vie des ménages, qui résulte de cette baisse d'activité ayant entraîné d'importantes pertes d'emploi, et dont un autre facteur est la diminution des investissements étrangers directs qui a amené la Banque mondiale à revoir à la baisse les taux de croissance du PIB des trois pays pour 2014, les ramenant respectivement de 5,9 % à 2,2 % (Liberia), de 11,3 % à 4 % (Sierra

Leone) et de 4,5 % à 0,5 % (Guinée). Le revenu des ménages a aussi souffert considérablement, chutant de près de 12 % en Guinée et de 35 % au Liberia, au risque de compromettre la paix et la stabilité.

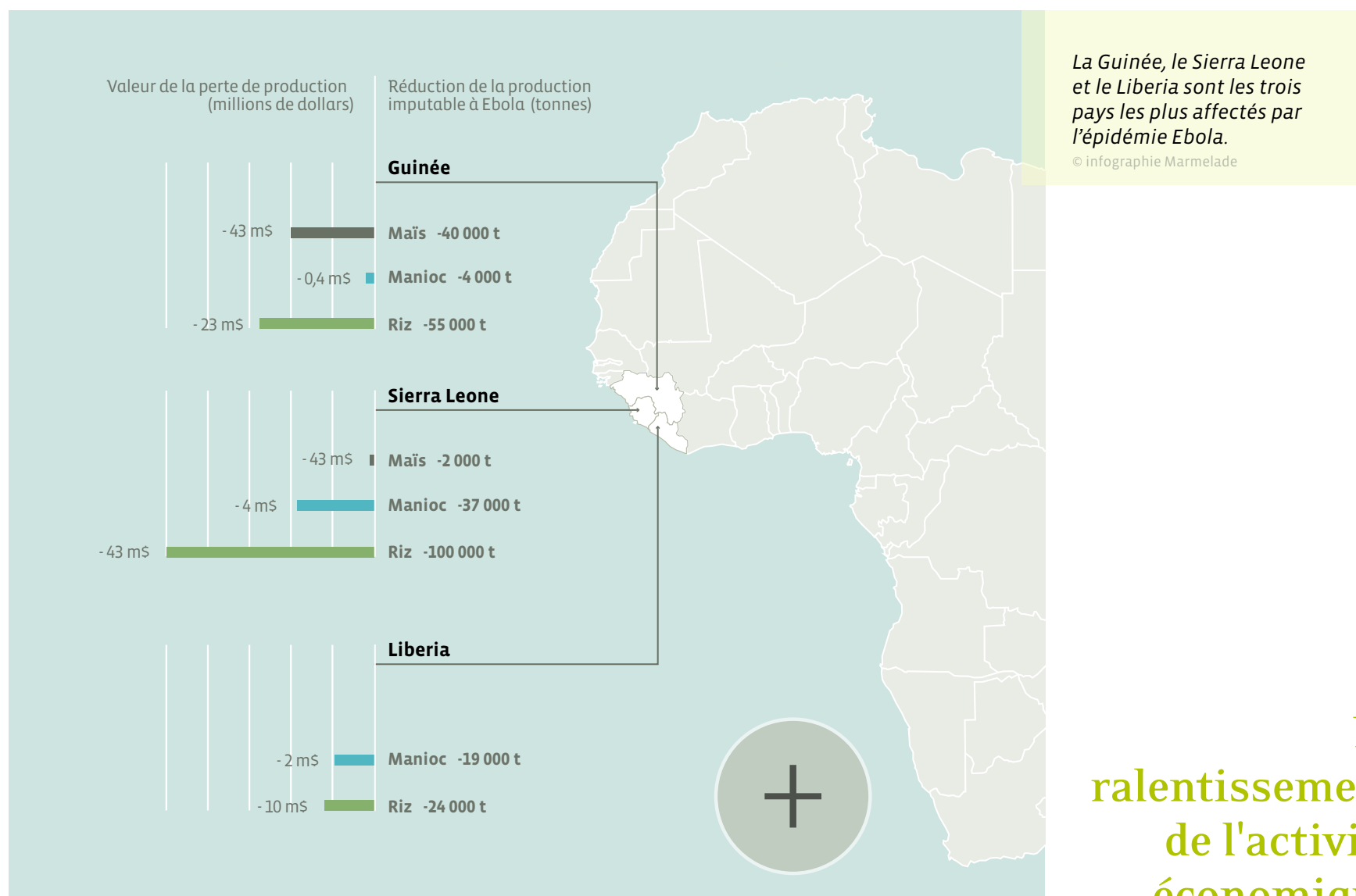
En Guinée, par rapport à 2013, le nombre d'emplois perdus à cause de l'épidémie a augmenté en moyenne de 3 % dans le secteur des transports, de 6,8 % dans le secteur des télécommunications, de 8,6 % dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme et de 22,9 % dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Le ralentissement de l'économie, facteur aggravant

Le monde rural est touché non seulement par la baisse des récoltes de produits vivriers mais aussi par celle des produits de rente, en particulier en Sierra Leone, où l'agriculture représente 57 % du PIB, contre 39 % au Liberia et 20 % en Guinée. En Sierra Leone, la production de café et de cacao, qui représente 90 % de la valeur des exportations agricoles, a chuté à cause de l'abandon d'une partie des exploitations. Au Liberia, les projections initiales de recettes d'exportations de caoutchouc qui étaient de 148 millions. de dollars pour 2014, ont été revues à la baisse de 20 %. Les travailleurs des grandes entreprises d'agrobusiness ont été également frappés de plein fouet avec la réduction des effectifs au Liberia dans les plantations de palmier à huile par la firme malaysienne Sime Darby. Dans ce même pays, le groupe ivoirien Sifca a même arrêté la production dans ses plantations d'hévéa.

D'autres secteurs importants, générant des revenus d'exportations comme les mines, ont également connu une forte baisse d'activités. La compagnie brésilienne Vale, qui exploite le minerai de fer en Guinée et en Sierra Leone, ainsi que la cimenterie du groupe nigérian Dangote au Liberia, se sont mises en chômage technique au cours du dernier trimestre de 2014. Le rapatriement des ingénieurs étrangers et les restrictions de voyage, avec l'abandon de la desserte des pays concernés par maintes compagnies aériennes, à l'exception notable de SN Brussels, a infligé un coup dur au secteur minier qui représente au Liberia 17 % du PIB et 56 % des recettes d'exportations. Le sidérurgiste Arcelor Mittal, au Liberia, et Rusal, qui exploite la bauxite guinéenne, ont confiné ou rapatrié la moitié de leurs effectifs, tandis

Ebola et la production agricole



**Le
ralentissement
de l'activité
économique
a provoqué
une baisse
des recettes
fiscales.**

que la Société aurifère de Guinée (SAG), filiale d'AngloGold Ashanti, a évacué une partie de ses cadres en Afrique du Sud. Des investissements importants ont été reportés, comme celui de la construction de la mine de Simandou, censée procurer 10 000 emplois durant la phase de développement et générer plus d'un milliard de dollars d'impôts et royalties par an pour le Trésor guinéen. Le tourisme, autre source importante de recettes fiscales, a vu son activité plonger vertigineusement avec une chute du taux d'occupation des hôtels de 70 % à 30 % au Liberia et de 80 % à 40 % en Guinée entre février et septembre 2014 ce que l'on peut corréliser à la baisse de 27 à 6 des vols commerciaux internationaux à destination de Monrovia et de Conakry.

Tous ces facteurs sont susceptibles d'avoir joué sur la demande, avec la crainte que l'ajustement se fasse par la réduction de la

consommation de produits vivriers. En attendant, tout en estimant que les pays touchés confrontés à l'urgence, n'ont pas eu d'autre choix, que d'accroître leurs importants, le PAM et la FAO, dans leurs recommandations, soulignent l'intérêt de faire en sorte que les excédents vivriers locaux qui n'ont pas pu être évacués à cause des entraves à la commercialisation causées par les mesures de prévention, puissent être redistribués. Et le rapport des deux organisations prône le rétablissement des systèmes de production des paysans locaux, avec la fourniture d'intrants tels que des semences, des engrais et de l'assistance technique pour l'adoption de technologies améliorées. L'enjeu est de doter les agriculteurs de ces pays de la capacité de reconstruire une résilience, une capacité à encaisser les coups durs. L'idée est lancée, elle semble pertinente. Encore faut-il l'appliquer sur le terrain. ♦

Nourris mais mal nourris

INTRODUCTION

La faim cachée

Une contribution de
Patrick Veillard

Les causes de la malnutrition

Les deux principales causes immédiates sont l'inadéquation de la ration alimentaire (en termes de qualité et/ou de quantité) et la maladie. Elles se manifestent directement au niveau des individus.

Les causes indirectes dites sous-jacentes se manifestent au niveau des ménages ou de la communauté. Ces facteurs sont identifiés sous trois formes : l'insécurité alimentaire, les soins inadéquats et un mauvais accès aux services de santé. Ces trois facteurs interagissent entre eux.

Les causes structurelles ou fondamentales opèrent à des niveaux plus élevés (nationaux, régionaux et internationaux) tels que les inégalités d'accès à la terre, la volatilité des prix des produits agricoles, les conflits et les catastrophes naturelles, etc.

En cette année de clôture des Objectifs du millénaire, on pourrait croire la nutrition largement intégrée au sein des politiques alimentaires mondiales. Il n'en est rien. Malgré la recommandation de la FAO d'utiliser l'expression « sécurité alimentaire et nutritionnelle » (SAN), l'implémentation du concept sur le terrain est encore très peu vérifiée, et ce malgré les innombrables conséquences sociales, économiques et sanitaires de la malnutrition sur les populations.

Derrière la question de la malnutrition se cache le choix des modèles agroalimentaires, notamment entre quantité et qualité de la production agricole. Quelques chiffres sont souvent plus parlants que de longs discours. La thématique de la malnutrition ne déroge pas à la règle : « 842 millions de personnes chroniquement sous-alimentées dans le monde », « 2 milliards souffrant de la faim cachée (c'est à dire une carence en micronutriments) », « 45 % des décès d'enfants dans le monde liés à la dénutrition », « 500 millions d'adultes obèses en 2010 »¹. À l'évocation de tous ces chiffres, on pourrait presque parler de catastrophe sociale et sanitaire. Pourtant, d'après les institutions internationales de sécurité alimentaire, le nombre de personnes sous-alimentées a diminué de 100 millions ces dix dernières années. Mais, dans un monde qui regorge de richesses, les chiffres en valeur absolue demeurent inacceptables². Quelles sont les politiques à adopter pour davantage lutter contre la malnutrition – et partant, améliorer la santé des populations – en particulier au niveau agricole ?

Nécessité d'approches multisectorielles et intégrées

La 2^e Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée par la FAO à Rome en novembre dernier, a permis de dégager quelques avancées importantes dans le domaine. Vingt ans après la 1^{re} conférence, la Déclaration de Rome sur la nutrition dépasse ainsi la logique « insécurité alimentaire = manque de calories », pour y intégrer les aspects de qualité nutritionnelle. La nécessité d'adopter des approches multisectorielles – l'inclusion des aspects nutritionnels dans les politiques de santé, agricoles, éducatives, humanitaires, etc. – y est par ailleurs fortement soulignée.

Selon Naziha El Moussaoui, ancienne collaboratrice de la Croix-Rouge belge et internationale, « cette volonté d'intégrer de manière transversale et durable la nutrition dans les politiques de développement constitue indéniablement une avancée ». De ce point de vue, la crise alimentaire de 2012 au Sahel a constitué d'après elle un véritable choc, à la fois au niveau local et au sein de la communauté internationale. « Dans les précédentes crises, comme en 2005, on pouvait à chaque fois évoquer un seul facteur, par exemple une sécheresse. Rien de tel en 2012, qui a démontré que de nombreux facteurs, économiques, culturels, éducatifs, etc., entraient tous en jeu. On a donc vu apparaître des initiatives plus

¹ CCF. Octobre 2014. *Faire de la nutrition une thématique transversale dans les politiques de coopération au développement.*

² Caballero K. B. Décembre 2014. *La Deuxième Conférence Internationale sur la Nutrition : Analyse critique de la société civile.* Note d'analyse Fian Belgium.



Fast Food
dans la péninsule arabique.
© Xavier Cervera/ Panos.

intégrées, tels les programmes 3N au Niger³, ou Agir au niveau européen⁴». Malgré tout, l'experte avoue «*qu'intégrer les opérations d'urgence à court terme dans les objectifs de développement reste très difficile*». Les questions des «*moyens financiers, des ressources humaines et de l'opérationnalisation des politiques restent très problématiques*», de même que le «*paradigme de l'augmentation de la production agricole et de la réduction des prix*», qui d'après elle, «*mettra beaucoup de temps à être dépassé*».

Des politiques agricoles au service de la nutrition ?

Une récente étude des Nations unies sur l'amélioration de la nutrition par le biais de l'agriculture est de ce point de vue éclairante⁵. Les différentes études de cas (Brésil, Malawi, Mozambique, etc.) montrent que la plupart des politiques nationales de sécurité alimentaire et nutritionnelle intègrent des objectifs agricoles, mais qu'en général,

l'inverse n'est pas vrai. Les politiques agricoles se concentrent le plus souvent sur les aspects de production alimentaire, de culture de rente et de réduction de la pauvreté, et ne contiennent aucun objectif nutritionnel explicite. L'étude indique ainsi que «*des efforts concertés doivent être déployés pour que la nutrition soit définie comme une priorité et une responsabilité du secteur agricole*». Sont également pointés du doigt l'absence de coordination entre ministères, le statut d'«*orphelin institutionnel*» de la nutrition (c'est-à-dire l'absence de ministère spécifique), la faiblesse des compétences du personnel en nutrition, ainsi que le besoin de systèmes efficaces de suivi et d'évaluation (en particulier des métriques claires et précises pour guider les programmes).

De manière similaire, la coalition belge contre la faim (CCF) souligne dans sa dernière note politique⁶ «*l'importance des modèles agricoles en matière de nutrition*». En opposition au modèle agro-industriel dominant, la coalition d'ONG prône «*le soutien à une agriculture familiale qui prenne en compte la sécurité d'accès des femmes et des hommes aux moyens de production (terre, outils, facteurs de production, crédits, moyens humains)*».

À l'évocation
des chiffres,
on peut
presque parler
de catastrophe
sociale et
sanitaire.

+

3 Initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens » : <http://www.initiative3n.ne/>.

4 European Commission. Humanitarian Aid and Civil Protection. 2015. Agir. Building resilience in the Sahel & West Africa. Echo factsheet.

5 UN standing Committee on Nutrition. Août 2013. La contribution à la nutrition des politiques alimentaires et agricoles. Résumés de huit études de cas nationales.

6 CCF. Octobre 2014. Op. cit.

Une agriculture locale, de petite taille et diversifiée peut, avec des soutiens suffisants, garantir un accès à une alimentation diversifiée et de qualité». La note relève par ailleurs l'importance de l'élevage pour améliorer la qualité nutritionnelle des aliments issus des productions agricoles locales. De même, Naziha El Moussaoui indique que « beaucoup de programmes de développement essaient de développer l'élevage, notamment le petit élevage du type volaille ou chèvres, car ces animaux constituent une source de nutriments importante et facilement assimilables (ex. protéines, fer) ». L'élevage familial assure par ailleurs une disponibilité constante de nourriture, tout en rendant l'accès aux autres aliments possible grâce à la vente des produits d'origine animale⁷.

Au-delà de l'agriculture, le genre, l'éducation et la santé

L'autre facteur essentiel pour la nutrition évoqué par la CCF dans sa note est l'approche genre: « *Les femmes, au travers de leurs activités agricoles, de transformation des produits et celles liées à la reproduction, jouent un rôle fondamental dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la famille* ». Naziha El Moussaoui confirme, pour qui « *la corrélation entre genre et nutrition n'est plus à démontrer. En Afrique de l'Ouest, beaucoup d'enfants vont à l'école avec une simple boule de manioc pour la journée. Différents programmes aident les femmes à créer des activités génératrices de revenus (ex. potagers, vente de beignets), en les formant à la vente, la gestion, les techniques agricoles. La plupart du temps, elles utilisent l'argent généré pour donner à leurs enfants des rations alimentaires plus équilibrées* ».

Néanmoins, générer des revenus ne suffit pas, la composante éducative étant également essentielle. « *Aussi bien en Afrique qu'en Europe, il est très important d'expliquer ce qu'est la malnutrition, la différence avec la faim, les différents groupes d'aliments, etc. Avec la mondialisation et l'ouverture des marchés, les produits industriels sont souvent davantage utilisés, car plus facilement disponibles et demandant moins de temps de préparation. Or, ils sont souvent moins nutritifs. Je cite souvent l'exemple d'un village au Mali, où les habitants utilisaient dans leurs sauces les feuilles de moringa, un*

Qu'est-ce que la malnutrition?

La malnutrition est un terme générique désignant des états pathologiques variés, causés par des carences, excès ou déséquilibres dans la consommation d'aliments. Contrairement à la faim, la malnutrition ne dépend pas seulement de la satisfaction de l'appétit: un enfant qui mange suffisamment pour calmer sa faim immédiate peut néanmoins être malnutri.

La malnutrition se manifeste sous 3 formes différentes:

La dénutrition résulte d'une sous-alimentation (consommation de rations alimentaires insuffisantes), d'une sous-nutrition (de faibles valeurs nutritives) et/ou d'une mauvaise assimilation de la nourriture (incapacité intestinale à absorber les nutriments nécessaires). Il existe 2 types de dénutrition: (1) la dénutrition aigue, communément appelée malnutrition aigüe, se développe rapidement, en lien avec une situation de manque temporaire ou répétée; (2) la dénutrition chronique, communément appelée malnutrition chronique, se développe lentement, en lien avec une situation de pauvreté structurelle, mais aussi lorsque l'alimentation n'est pas équilibrée et diversifiée.

L'obésité ou surcharge pondérale résulte d'une suralimentation ou d'une surnutrition. Elle découle d'une consommation d'aliments en quantité excessive par rapports aux besoins réels de l'organisme.

Les carences alimentaires résultent d'une mauvaise alimentation et se manifestent par une carence en micronutriments (ex. vitamine A, fer). Cette carence peut se manifester auprès d'une personne dénutrie (carences multiples), en surcharge pondérale (carences multiples), ou un individu ayant un bon indice de masse corporelle (carence spécifique).

arbuste très riche en vitamines, minéraux et protéines. Aujourd'hui, ils les ont remplacés par des cubes Maggi, tandis que le Moringa est donné au bétail. »

Les pratiques et politiques de santé constituent également des facteurs clefs, tant les liens entre santé, hygiène et nutrition sont importants. « *C'est un véritable cercle vicieux. Par exemple, un enfant n'ayant pas accès à l'eau potable va être susceptible de développer des diarrhées, qui vont l'affaiblir et diminuer son absorption de nutriments, ce qui va à son tour aggraver son état de santé. Même chose pour le paludisme. Ou à l'inverse, cela peut démarrer par la malnutrition, qui abaisse les défenses immunitaires.* » De nouveau, tout cela souligne bien le caractère multisectoriel de la nutrition et l'importance de l'intégrer dans l'ensemble des politiques selon une approche basée sur les droits humains. « *La malnutrition, ce n'est pas seulement ne pas manger à sa faim. C'est aussi ne pas accéder toute l'année à des aliments sains et nutritifs, à l'eau, à la santé, à l'éducation, etc. Et tout cela veut donc dire des politiques multisectorielles plus durables et préventives, en termes d'infrastructures, de santé, d'eau, d'agriculture, etc.* ». ♦

La coalition belge contre la faim (CCF) rappelle « l'importance des modèles agricoles en matière de nutrition ».

⁷ Veillard P. Décembre 2010. « Quel élevage au vingt et unième siècle? » Défis Sud n° 98.

La marchandisation de la nutrition

Un article de
Patrick Veillard

C'est une tendance lourde dans le secteur de la coopération au développement, à laquelle n'échappe pas la nutrition : l'implication croissante du secteur privé. Non seulement dans le financement de projets et dans l'innovation, mais également dans la définition même des politiques et des stratégies publiques. Quels sont les risques et les opportunités de cette incursion du privé dans le domaine de la nutrition ? *Défis Sud* relaie ici l'avis de divers acteurs de la société civile.



Le mouvement Scaling Up Nutrition (SUN) est probablement l'une des initiatives les plus représentatives de l'ambivalence et des risques associés à une implication accrue du privé dans les interventions contre la malnutrition. Lancée en 2010, cette plate-forme rassemble gouvernements, société civile, institutions internationales, secteur privé et chercheurs dans un effort collectif pour mieux inclure les aspects nutritionnels dans les politiques sectorielles des États¹.

«La problématique est tellement importante que cette mobilisation d'un grand nombre d'acteurs, sous différentes formes, est cruciale», indique Karen Bähr, chercheuse indépendante ayant suivi la 2^e Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) organisée par la FAO en novembre dernier. «La présence du secteur privé n'est pas un problème en soi. Au contraire, il existe des convergences d'intérêts; et le privé peut contribuer de manière importante à la nutrition, en termes de financements ou de recherche. Mais il y a clairement un problème de gouvernance. Les acteurs privés impliqués, aux énormes ressources financières, sont très puissants et orientent donc fortement les politiques et projets mis en place sur le terrain, ce qui n'est pas leur rôle.» Même avis du côté de Manuel Eggen, chargé de recherche et de plaidoyer chez Fian Belgique, qui condamne cette «captation de la gouvernance par le

Riz doré controversé

Créé en Suisse au début des années 2000, le riz doré est un produit ayant entraîné de nombreux et houleux débats dans le monde du développement. Pas étonnant, c'est un OGM ! Génétiquement modifié afin de produire de la vitamine A (via une augmentation du bêta carotène dans la partie consommable du riz, l'albumen), le produit a le pouvoir d'aider les 125 millions de personnes souffrant de carences dans le monde (responsables de plus de deux millions de morts par an, ainsi que 500 000 cas de cécité irréversible). Au-delà des polémiques autour des OGM (danger potentiel pour la santé et l'environnement, dépendance des producteurs aux semences, etc.), le riz doré est, pour de nombreux auteurs, typique des solutions technologiques ne s'attaquant pas à la racine du problème, à savoir l'extension des monocultures et les pertes de biodiversité. Pour eux, la solution aux carences en vitamine A réside avant tout dans la diversification de l'alimentation et la réappropriation des cultures par les populations affectées.

secteur privé. Ces entreprises ne défendent pas l'intérêt général mais leurs intérêts particuliers, orientés vers le profit». D'après K. Bähr, cette «logique de profit peut parfois être compatible avec le bien public, mais ce n'est pas systématique. Elle peut, de plus

Dans cet article :

Karen Bähr

Consultante, chercheuse associée à l'Université catholique de Louvain.

Manuel Eggen

Chargé de recherche et de plaidoyer, Fian Belgique (www.fian.be).

Naziha El Moussaoui

Ancienne collaboratrice de la Croix-Rouge de Belgique.



¹ <http://scalingupnutrition.org/>.



Au Mali, une infirmière donne un cours de santé nutritionnelle.

© Giacomo Pirozzi/ Panos.

Il existe des convergences d'intérêts et le privé peut contribuer de manière importante à la nutrition, en termes de financements ou de recherche.

dévier les ressources vers des projets moins prioritaires ou bien diminuer leur légitimité auprès des populations ou des bailleurs».

Cette tendance ne se limite pas au SUN mais à la plupart des initiatives multipartites, telles la Nouvelle Alliance (voir encadré page 13), ou aux organisations internationales (Organisation mondiale de la santé), souvent sous la forme de partenariats publics-privés (PPP). De même, les orientations stratégiques prises lors de la CIN2 ont été *«fortement influencées par le privé»*, alors que les organisations de la société civile (OSC), au message pourtant unanime, ont été *«plus ou moins ignorées»* selon K. Bähr.

Approches opposant droits humains et marchés

Face à ces nombreux risques, quelles solutions? Pour K. Bähr, il est clair qu'il faut davantage *«réguler et encadrer le secteur privé»*, *«de manière contraignante»* et en utilisant une *«grille de lecture basée sur les droits humains»*. *«Cette approche ne signifie pas seulement le respect des droits humains, mais également la mise en place de systèmes de remédiation en cas de violation, tels des mécanismes de plaintes. Il faut également davantage de transparence, les multinationales de la nutrition étant très opaques, ainsi que des mécanismes indépendants de gestion des conflits d'intérêts, dans le cadre du système de gouvernance international (ex. Comité pour la sécurité alimentaire –*

CAS).» Ce n'est cependant pas la direction que semblent prendre les politiques au niveau international, la Déclaration de la CIN2 étant clairement orientée pro-commerce, un choix qu'elle définit comme un *«élément fondamental de la sécurité alimentaire et de la nutrition»*².

L'approche «marché» de la malnutrition suppose un recours important aux aliments enrichis et thérapeutiques industriels, que ce soit dans une optique de développement (comme pour le «riz doré», voir encadré page 11) ou d'urgence (comme pour le «plumpy nut»). Ce dernier est particulièrement emblématique du potentiel mais aussi des questions éthiques liées à la privatisation de la nutrition. Inventé en 1998 par une PME française (Nutriset), le «plumpy nut» est une pâte énergétique à la fois simple et innovante qui fait figure de produit miracle dans le domaine humanitaire. Constituée d'un mélange d'arachide, de sucre et de lait, ce qui en fait un condensé d'énergie, de vitamines et de minéraux, elle permet en effet de rapidement traiter les enfants atteints de malnutrition aiguë, et ce sans les inconvénients d'autres produits tels que les laits thérapeutiques (pas de besoins en eau potentiellement contaminée, ni de prise en charge dans les hôpitaux car le produit peut être directement administré par les parents, etc.). Problème, ce «Nutella du pauvre» est protégé par des brevets, ce qui augmente son prix et freine potentiellement une utilisation plus généralisée³. Devant ce dilemme, Nutriset a ouvert son brevet de manière sélective à 26 pays du Sud, via le réseau PlumpyField, pour leur permettre de développer leur propre filière de production⁴. Néanmoins, plus de la moitié des pays africains ne seraient pas encore en capacité de fabriquer eux-mêmes le produit, ce qui amène certains, tel MSF, à réclamer à Nutriset l'ouverture du brevet à tous les pays. Ces questions de propriété intellectuelle illustrent bien la difficulté à concilier action humanitaire et logique économique⁵.

Plus généralement, la privatisation de la nutrition entraîne l'abandon des régimes alimentaires locaux, au profit des produits

² FAO – OMS. 21/11/2014. Document final de la Conférence internationale sur la nutrition: Déclaration de Rome sur la nutrition.

³ La pâte est vendue essentiellement aux Nations unies (73%) et aux ONG internationales (11%).

⁴ Ainsi, sur les 22.500 tonnes de plumpy nut fabriquées en 2010, 8.000 l'ont été dans des pays en développement.

⁵ Entreprises citoyennes. 05/12/2011. Plumpy nut, entre action humanitaire et logique économique. <http://entreprisescitoyennes.blog.youphil.com/>.

La Nouvelle Alliance

Lancée lors du sommet de Camp David, la «Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition» est un partenariat entre le G8, l'Union africaine, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), son Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), des gouvernements africains et près d'une centaine d'entreprises nationales et internationales. En lançant la Nouvelle Alliance en juin 2012, le G8 affichait l'objectif de promouvoir la sécurité alimentaire en Afrique, en encourageant des investissements accrus des multinationales dans six pays tests en Afrique subsaharienne. Derrière cette volonté affichée, de nombreuses organisations de la société civile décèlent plutôt des préoccupations d'ordre économique, notamment l'ouverture de nouveaux marchés aux entreprises des pays du G8 ou l'accélération des accaparements de terres.

transformés, plus faciles à préparer, mais aussi souvent beaucoup plus riches en matières grasses, sucres et sel. *«C'est ce que l'on appelle la transition nutritionnelle⁶»,* indique K. Bähr. *«Avec ces changements de régime, on voit apparaître un double fardeau : des carences en (micro)nutriments, couplées à des phénomènes de surpoids, d'obésité, etc., qui augmentent les risques de maladies chroniques (maladies cardiovasculaires, diabètes, cancers, etc.)».* Le cas du Samoa est de ce point de vue emblématique⁷ : dans l'objectif d'intégrer l'OMC, le pays a levé en 2013 l'interdiction d'importation des croupions de dinde US et des poitrines de mouton néo-zélandaises. Ces bas morceaux, extrêmement gras, sont rejetés par les consommateurs occidentaux, mais très appréciés des Samoans. D'autant plus qu'ils reviennent moins cher que le régime traditionnel, basé sur le poisson et les légumes. Résultat, le pays affichait en 2015 le plus fort taux d'obésité au monde, 75% de la population, et 20% de diabétiques⁸.

« Investir prioritairement auprès des petits paysans »

M. Eggen cite, lui, le cas du lait en poudre, *«un exemple classique d'envahissement des marchés sous couvert d'alibi nutritionnel : via des dons ou des prix cassés, les industriels détruisent ou préviennent le dévelop-*

pement de l'agriculture locale. Alors qu'il est maintenant reconnu que la poudre de lait a une valeur nutritionnelle inférieure au lait frais, sans même parler du lait maternel». Pour le chercheur, il faut au contraire *«investir prioritairement auprès des petits paysans, qui constituent la base d'une alimentation de proximité équilibrée nutritionnellement (accès aux infrastructures, développement des marchés locaux, renforcement des capacités de stockage, etc.)».*

De même, Naziha El Moussaoui, ancienne collaboratrice de la Croix-Rouge Belge et internationale, est favorable à l'utilisation de ressources locales. *«Au Mali, nous avons remplacé avec succès des rations du Programme alimentaire mondial (PAM) de traitement de la malnutrition infantile modérée par des poudres fabriquées sur la base de produits locaux : fruits, légumes, viandes, etc. Cette approche est clairement beaucoup plus responsabilisante et participative vis-à-vis des populations, et donc viable sur long terme.»*

K. Bähr indique qu'au sein des politiques nutritionnelles, *«les populations, en particulier les femmes, sont le plus souvent perçues comme des bénéficiaires passifs. Alors que ce sont elles qui connaissent les vraies problématiques dont elles souffrent. Et d'ailleurs, elles font souvent naturellement le lien avec les problèmes d'hygiène ou d'éducation pouvant entraîner des cas de malnutrition chez leurs enfants.»* D'après la chercheuse, *«il faut donc essayer le plus possible de valoriser les cultures autochtones, y compris et par exemple via des processus semi-industriels locaux. Ces populations sont détentrices de droits. Il faut pouvoir leur garantir une participation qualitative au sein des politiques alimentaires et nutritionnelles».* ♦

La
privatisation
de la nutrition
entraîne
l'abandon
des régimes
alimentaires
locaux.

6 Plus précisément, la transition nutritionnelle se réfère au passage d'une alimentation monotone, mais riche en amidon et fibres, faible en gras et d'une vie physiquement active, à une alimentation plus diversifiée mais riche en sucres, en graisses animales saturées et en aliments usinés, faible en fruits, légumes et fibres et à un mode vie sédentaire. Source : Raynaud M. H. Janvier 2009. Transition nutritionnelle. www.poledfn.org.

7 On peut également citer le cas du Mexique, envahi par les produits transformés américains depuis l'ouverture des barrières commerciales via l'Aléna, en particulier les boissons gazeuses.

8 ABC Radio Australia. 22/05/2013. Samoa : le retour du croupion de dinde.

FLÉAU DE L'OBÉSITÉ

Plus seulement une maladie de pays riches

Un entretien avec
Philippe Donnen

Philippe Donnen

Philippe Donnen, médecin, spécialiste de la médecine tropicale et de la nutrition. Ecole de santé publique, Université libre de Bruxelles.



De plus en plus de pays à bas et moyens revenus sont passés de problèmes de sous-nutrition à des situations de malnutrition, voire d'obésité. La faute à une modification des modes de vie et de nutrition, qu'on appelle aussi « transition nutritionnelle ». Une nouvelle donne, conséquence d'un mode de surconsommation planétaire, à prendre en considération d'urgence.

L'obésité n'est désormais plus une maladie typique des pays industrialisés. Après avoir commencé à frapper les pays du Nord au début des années 70, elle touche désormais tous les continents. Avec des disparités cependant: si au Nord, elle concerne les personnes socialement et économiquement défavorisées, au Sud, la situation est à l'inverse: les plus riches sont souvent les plus gros.

Des bouleversements alimentaires

Pour la plupart des pays à moyen ou à faible revenu, tout juste sortis de la pauvreté, les lois du libre échange font encore figure de sauveurs de l'humanité. Il faut dire que dans tous les colloques consacrés à la sous-nutrition, des géants de l'alimentation comme Nestlé ou Coca sont largement représentés et semblent soucieux d'enrayer la faim dans le monde. Mais pour les PED, l'accès aux nouveaux marchés économiques a provoqué une série de modifications. À l'agriculture de subsistance qui dépendait des saisons s'est substituée une agriculture industrielle à forte productivité. En alimentation, les produits frais ont cédé la place aux produits industriels. Le développement des technologies et des modes de transport a changé les modes de vie. L'urbanisation galopante a favorisé l'accès facile à ces nouveaux produits alimentaires proposés en énormes quantités, immédiatement consommables, gras, sucrés, salés et à forte valeur énergétique. À cela, s'ajoute une modification du mode de nutrition: en ville, on mange de plus en plus

souvent à l'extérieur, on consomme des plats tout préparés, ou l'on se restaure rapidement dans des snacks, des restaurants à hamburgers ou à pizzas. Un mode de consommation qui s'inspire directement de nos pays industrialisés... « C'est là tout le danger, explique le docteur Philippe Donnen, spécialiste de la médecine tropicale et de la nutrition. *Beaucoup de ces pays en transition rejettent leur ancienne culture, veulent vivre autrement et se mettent à consommer différemment. Cela passe aussi par la façon de manger. Avec les conséquences que l'on connaît.* » Pire, certains de ces pays qui sont en transition se retrouvent face à un double fardeau: alors que certaines régions sont encore touchées par la sous-nutrition, les populations d'autres zones du même pays sont touchées par la suralimentation, voire l'obésité. Ces situations, apparemment paradoxales, doivent être appréhendées ensemble car elles ont la même origine: l'insécurité alimentaire. Les ménages en situation d'insécurité vont passer sans transition de la sous-nutrition à des comportements de malnutrition, en privilégiant des aliments riches et gras qui donnent une impression de satiété qui augmentent le risque de surpoids mais sans apporter de vrais nutriments. Les maladies infectieuses liées à la sous-alimentation vont cohabiter avec les maladies dégénératives liées à l'obésité et à la consommation de ces produits industriels. Avec en filigrane les mêmes carences.

Une prise de conscience à établir d'urgence

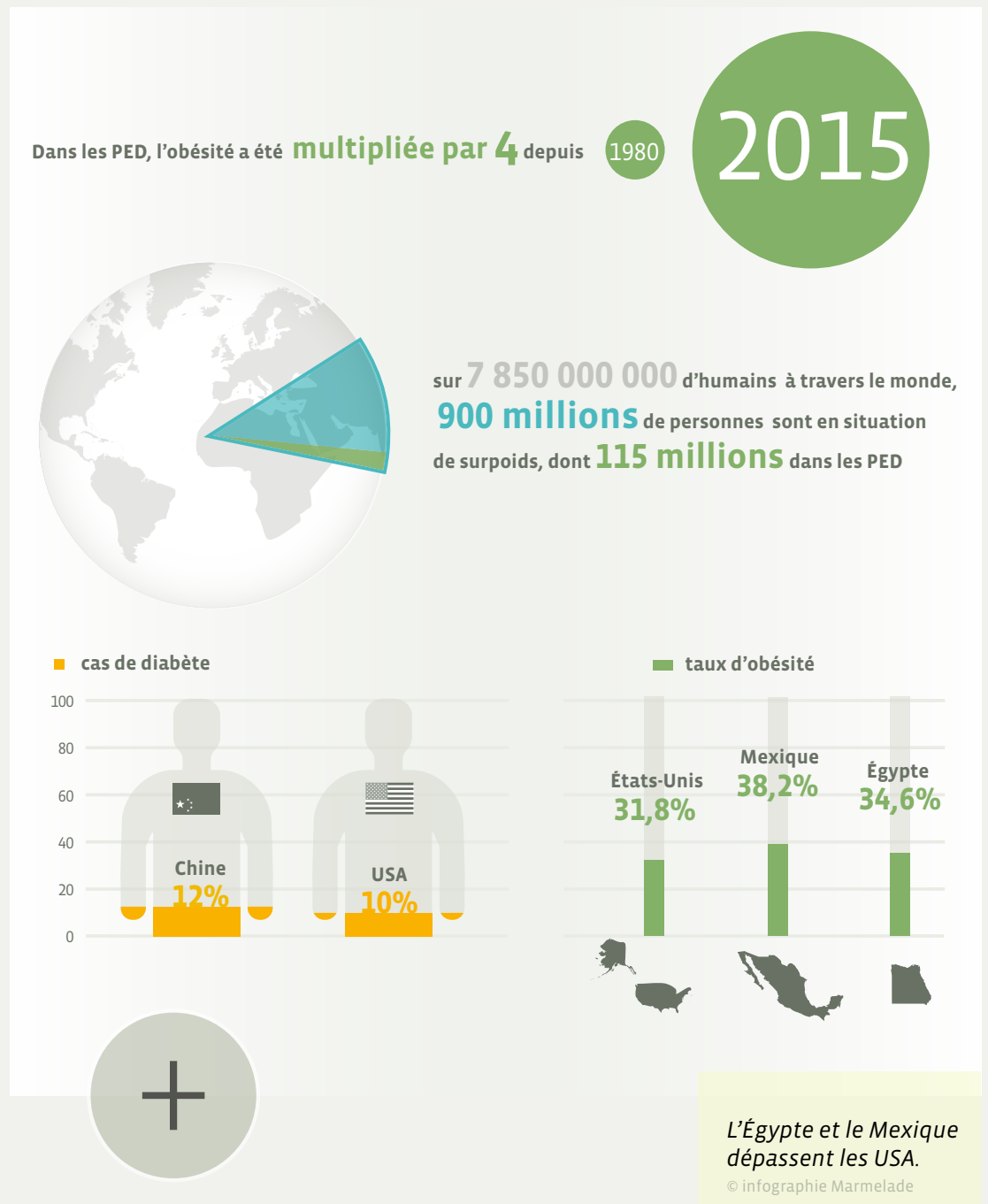
Le Mexique a désormais le taux d'obésité le plus élevé au monde... et a dépassé les États-Unis, en imitant son voisin américain en termes de consommation: «*Les aliments industriels faciles à consommer sont partout à portée de main, explique Philippe Donnen... À Mexico, impossible de trouver autre chose dans les rues que des snacks, des hamburgers,... et des sodas, bien sûr. Même en étant sensibilisé à la problématique de l'alimentation, il est quasi impossible de manger autre chose, alors quand on n'a pas cette culture-là, comment peut-on envisager de manger autrement?*» Mais si le fléau de l'obésité touche essentiellement les villes et les catégories socio-économiques élevées, il commence à toucher également les catégories plus basses. Car les produits alimentaires industriels ne sont pas très chers. Et on n'est qu'au début de l'épidémie. Actuellement, les campagnes sont encore relativement épargnées par le phénomène car les modes de nourriture et de vie restent plus traditionnels. Mais l'industrialisation est en marche: au Congo, par exemple, des projets de grandes fermes gérées par des multinationales et d'immenses parcs agro-industriels voient le jour, avec pour conséquence une urbanisation qui continue inexorablement.

Modes de vie sédentaires

«*L'autre grand responsable de la prise de poids est le mode de vie sédentaire lié à la vie en ville, rappelle le Philippe Donnen. À Kinshasa, n' imaginez pas circuler autrement qu'en voiture. D'abord parce que la ville est tellement polluée que rouler à vélo est quasiment impossible. Mais en plus, il y a une sorte d'obligation à rouler en voiture pour montrer son statut social.*»

Les nouvelles villes des PED sont construites pour la plupart de façon à ne se déplacer qu'en voiture. C'est le cas de Mexico où la voiture et les transports en commun sont privilégiés. Le manque d'exercice physique est devenu tel que des initiatives ont été mises sur pied par les pouvoirs publics: une journée sans voiture est organisée chaque mois, pour permettre aux habitants de se déplacer autrement. Des gymnases ont également été installés ainsi que des pistes cyclables dans plusieurs quartiers de la ville. «*L'activité physique est essentielle, insiste le Docteur Donnen. C'est vrai qu'il y a une tendance dans les villes à privilégier les déplacements en voiture, qui représente un certain standing. Mais il ne faut pas perdre*

Quelques chiffres sur l'obésité



de vue l'équation de base, qui consiste à évaluer le nombre de calories que l'on ingurgite par rapport à ce que l'on dépense. Si la balance penche vers un excès de calories consommées, la prise de poids est en marche. Et puis, il y a le facteur culturel: dans certains pays, être gros est signe de richesse et de réussite, comme en Mauritanie, par exemple, alors qu'on observe qu'un pays comme le Japon est moins confronté à des troubles du poids que ses voisins asiatiques. Mais le modèle féminin japonais est mince et menu, ce qui expliquerait le fait que le Japon soit moins touché par l'obésité. Et puis, il y a aussi un facteur génétique à ne pas sous-estimer. On s'est rendu compte que les populations des îles du Pacifique, qui connaissent des records d'obésité, avaient une prédisposition génétique, qui provoque des records d'obésité une fois en contact avec une mauvaise alimen-

Les campagnes sont encore relativement épargnées par le phénomène car les modes de nourriture et de vie restent plus traditionnels.

tation.» À cela s'ajoute aussi la résistance d'un public à changer un environnement qui lui convient (parking, voiture, ascenseur, grand choix de nourriture dans les grandes surfaces) et qui n'est pas toujours prêt à changer ses habitudes de confort.

Le prix de l'obésité...

L'obésité coûte cher : au niveau mondial, son coût a été évalué à 2000 milliards de dollars. En France, elle représente 10 milliards d'euros. C'est donc au niveau de la prévention que les gouvernements doivent agir d'urgence. Quelques résultats encourageants émergent dans certains pays du Nord comme la France, la Suisse, la Suède, l'Australie, où l'obésité des enfants a diminué ou s'est en tout cas stabilisée, notamment grâce à une législation plus sévère. Le Danemark fait figure d'exemple en ayant adopté en 2011 un décret-loi qui limite la teneur en acides gras trans dans certaines huiles et graisses. C'est ce genre de mesures coercitives, associées à une politique de prévention efficace, qui pourraient donner les meilleurs résultats. Mais les initiatives émanant des gouvernements se heurtent souvent aux lobbies des entreprises alimentaires. Dans les PED, ces politiques de prévention sont encore trop rares : « *La consommation de produits industriels n'est pas bonne, mais ce n'est pas clair pour les populations des pays à faible et moyens revenus*, constate Philippe Donnen. *Certaines marques alimentaires se présentent comme ayant aidé à enrayer la famine, les populations vont leur faire confiance. Et puis, il y a la publicité, partout, et pas toujours honnête dans ses messages : elle tait le fait que certaines substances provoquent de véritables intoxications, comme l'excès de sucres, de graisses ou de sel, présents en trop grandes quantités dans de nombreux aliments. L'OMS a d'ailleurs sorti une déclaration qui abaisse la consommation quotidienne de sel de 10 grammes à 5 grammes quotidiens, à cause des ravages qu'il cause, comme l'hypertension et les problèmes cardiaques, notamment. Les sucres rapides, qui créent aussi une dépendance à terme provoquent des hyperglycémies, voire du diabète. L'obésité entraîne aussi une augmentation de l'hypertension, des maladies cardiovasculaires et de certains cancers.* »

...et les solutions proposées par les pouvoirs publics

Devant l'ampleur du fléau, de plus en plus de gouvernements commencent à réagir en lançant des campagnes de sensibilisation, sur-

tout au Nord. « *Mais il ne faut pas s'attendre à des miracles*, tempère le docteur Donnen. *Le corps est constitué, depuis la préhistoire, pour résister à d'éventuelles famines. Les graisses sont stockées et il est très difficile ensuite de maigrir. Il faut absolument travailler sur une politique de prévention.* »

Repenser les modes de consommation

Derrière l'épidémie d'obésité, c'est tout le système global de nutrition du monde qui pose problème en provoquant à la fois un problème de surpoids chez 2 milliards d'habitants et un problème de sous-nutrition chez 1 milliard d'autres. Une situation pour le moins paradoxale qui inquiète lorsqu'on sait que d'ici à 2050 la population mondiale aura atteint les 9 milliards de personnes et que les perturbations de la production alimentaire vont continuer à avoir lieu, notamment à cause des modifications du climat (augmentation des sécheresses, des inondations, des ouragans, augmentation de la température, etc.). Tout le système alimentaire se retrouve dans une phase d'incertitude qui a pour conséquence une distribution inégale des calories. Les politiques visant à prévenir l'obésité joueraient donc non seulement un rôle important sur la santé mais elles joueraient également un rôle sur le développement des populations vulnérables. Et sur l'environnement. À condition de revoir la politique économique internationale basée sur la surconsommation et la libéralisation des marchés. Il est donc urgent de trouver un nouveau système basé sur une économie durable. Alors que les Objectifs du millénaire l'avaient pratiquement ignorée, la nutrition sera dans l'agenda du développement d'après 2015. Des initiatives commencent à émerger dans le Sud. Le Brésil a désormais limité les publicités pour les aliments industriels à l'égard des enfants et a incité les écoles à améliorer la qualité de leur nourriture. La Bolivie a lancé le programme « Agita », qui comme son nom l'indique vise à faire « bouger » sa population... Le Mexique a installé des fontaines d'eau dans les écoles, qui remplacent les distributeurs de sodas et a lancé une grande campagne de sensibilisation à l'alimentation saine dans les écoles. Mais il faut rester vigilant : beaucoup de mesures prises dans le domaine de l'alimentation se font en accord avec l'industrie agroalimentaire. ♦

PÉROU

Pays émergent mais malnutri

Un entretien avec **Delia Haustein**

Delia Haustein

Est médecin et directrice de l'ONG Prisma, une association péruvienne qui milite en faveur de l'amélioration des services de santé aux populations défavorisées <http://www.prisma.org.pe/>



Ces dernières années, le Pérou a connu une croissance économique élevée et continue qui ferait rêver bien des gouvernements du Vieux Continent, et ce principalement grâce aux exportations de matières premières. Cependant l'écart entre riches et pauvres est abyssal et le Pérou reste l'un des pays les plus inégalitaires au monde. Symptôme de cette inégalité, le taux de dénutrition chronique infantile est particulièrement élevé parmi les enfants venant des couches les plus pauvres.

Au Pérou, alors que le risque d'être affecté de dénutrition chronique pour un enfant de moins de cinq ans du quintile économique supérieur est de 2,3 %, la proportion s'élève à 37,6 % pour un enfant du quintile inférieur¹. Seule la situation du Guatemala est pire. L'inégalité se répartit aussi en fonction du territoire. La prévalence de la dénutrition chronique infantile se concentre principalement dans les zones rurales et peut dépasser 40 % dans certaines des régions les plus pauvres.

Le taux moyen de dénutrition chronique infantile en 2013 est de 17,5 %. Il s'agit d'une évolution non négligeable si l'on regarde dix ans en arrière, quand il culminait à près de 30 %. Cependant c'est anormalement haut par rapport à la région Amérique Latine et Caraïbes, dont la moyenne était de 16 % en 2008, et quand on sait que beaucoup de pays voisins ont réussi à pratiquement éliminer ce problème². Un autre phénomène entache de son ombre l'idyllique tableau de la croissance et de ses bénéfices supposés : 34 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'anémie, et cela peut atteindre 65 % dans certaines régions (Puno).

La dénutrition se définit comme l'état pathologique résultant d'une diète insuffisante en certains nutriments essentiels ou d'une mauvaise assimilation des aliments. Cela peut

être causé par une alimentation inadéquate ou par des maladies infectieuses et se traduit par un développement physique et intellectuel déficient, quand ce n'est pas par la mortalité infantile. Et les conséquences sont peu réversibles. L'anémie, quant à elle, se caractérise par un volume inférieur de sang, une quantité moindre de globules rouges ou une faible concentration d'hémoglobine dans le sang, ce qui engendre une fatigue physique et intellectuelle accélérée.

Objectifs revus à la baisse

Le gouvernement du président Ollanta Humala, au moment de son entrée en fonction en 2011, exprimait l'ambition d'éliminer la dénutrition chronique infantile avant 2016, mais il a revu son objectif à la baisse et espère aujourd'hui atteindre un taux de 10 % à la fin de son mandat. Ce qui est encore loin d'être gagné. Comment se fait-il que le Pérou, qui est aujourd'hui considéré comme un pays à revenu intermédiaire par les institutions internationales telles que la Banque mondiale, continue à présenter des indicateurs de la pauvreté aussi élevés ?

Le docteur Delia Haustein, de l'ONG Prisma, explique que « *même si les causes de la dénutrition infantile et de l'anémie ne sont pas les mêmes, elles ont ceci en commun qu'elles ne proviennent pas uniquement d'un problème de manque de nourriture.* » L'ONG Prisma s'est intéressée à la dénutrition chronique infantile à partir du milieu des années 1980 et a réalisé une étude longitudinale qui s'étend de

¹ Cesar Victora, Centro Nacional de Equidad en Salud, Brasil en Lancet, 2013 – *Diferencia de Desnutrición Crónica Infantil entre primer y último quintil de ingreso por país*

² Infobarómetro de la primera infancia – Informe desnutrición crónica infantil cero en el 2016: una meta alcanzable, 2012



Déjeuner informel
le long d'une route au Pérou.
© Jacob Silberberg/ Panos.

Le gouvernement du Président Ollanta Humala, au moment de son entrée en fonction en 2011, exprimait l'ambition d'éliminer la dénutrition chronique infantile avant 2016.

1986 à 1996 à San Juan de Miraflores, quartier populaire de Lima. L'équipe de chercheurs s'est alors rendu compte que la période de plus haut risque se présente chez les enfants ayant entre six et dix-huit mois, à la fin de l'allaitement maternel, quand ils commencent à consommer d'autres aliments pour combler leurs besoins nutritionnels. Le manque de connaissances des mères sur la manière de bien nourrir leurs enfants, les mauvaises conditions d'hygiène, les problèmes d'accès à une eau potable et aux services de base en matière de santé et d'éducation sont alors apparus comme les causes principales de la dénutrition chronique infantile. C'est-à-dire les déterminants sociaux de la santé.

D'avantage de nourriture ne suffit pas

Entre 1996 et 2006, l'ONG Prisma, en alliance avec d'autres organisations travaillant sur la nutrition, effectua un travail de sensibilisation de la population et renforça son travail de plaidoyer auprès des autorités gouverne-

mentales et des partis politiques pour que ceux-ci prennent en main le grand problème de la dénutrition chronique infantile, qui a des effets néfastes sur le potentiel et le modèle de croissance du pays. «*Lors des premières politiques alimentaires mises en place par l'État péruvien, les autorités s'imaginaient que pour lutter contre la dénutrition, il suffisait de fournir aux gens plus de nourriture, raconte le docteur Haustein. Or ce n'est pas l'accès à l'alimentation qui pose principalement problème au Pérou, la consommation de calories par habitant est suffisante selon la FAO, mais l'environnement sanitaire et social de l'alimentation. Les enfants sont souvent sujets à des problèmes de diarrhée ou à des infections digestives ou des voies respiratoires qui sont intimement liés aux conditions sociales des familles les plus pauvres (faible niveau éducatif des femmes, mauvaise qualité de l'alimentation, conditions sanitaires inadéquates, utilisation d'une eau contaminée, etc.)*»

Durant les dix premières années de la campagne de sensibilisation qu'a menée Prisma, le taux de dénutrition chronique infantile est resté stable. Avoisinant les 30%. Il n'y eut que très peu d'amélioration. En 2006, plusieurs acteurs de la société civile décident de former un groupe composé d'ONG et d'organismes internationaux comme la FAO ou l'Unicef (Initiative pour la lutte contre la dénutrition infantile), afin de peser plus sur l'État, qui est le seul à avoir les ressources nécessaires pour sérieusement combattre la dénutrition chronique infantile. En 2008, suivant la nouvelle logique de «budget par résultat» en vigueur au Pérou, le gouvernement lance le Programme articulé national (PAN), dont l'objectif est la diminution de la prévalence de la dénutrition chronique infantile chez les enfants de moins de cinq ans en s'attaquant à ses causes structurelles. Sont alors clairement identifiées les interventions nécessaires afin de réduire la prévalence de la dénutrition chronique infantile, comme ce fut par exemple le cas de la campagne de sensibilisation sur l'importance de se laver les mains, ce qui réduit le nombre d'infections des voies respiratoires et de problèmes de diarrhée des enfants.

L'anémie ne diminue pas

D'autres programmes voient le jour à la même période. Ils sont soit menés par l'État, comme le programme Crecer, qui se concentre sur

l'amélioration des conditions d'accès à une eau saine, des pratiques de l'alimentation et du traitement des maladies infectieuses, soit par les institutions internationales telles que l'Union européenne, le Programme alimentaire mondial des Nations unies, etc.

C'est ainsi que la prévalence de la dénutrition chronique infantile a presque été divisée par deux entre 2006 et 2013, même si la diminution n'est pas aussi rapide qu'escompté, et ce pour plusieurs raisons. « *Ces programmes, explique le docteur Haustein, ont parfois été mal conçus, sont dépourvus d'une communication efficace ou d'une bonne organisation logistique. L'absence de l'État dans les régions les plus reculées et la décentralisation inefficace empêchent bien souvent la bonne exécution des programmes sociaux. De plus toute l'attention s'est centrée sur l'éradication de la dénutrition et ce n'est que très récemment que l'on a commencé à s'intéresser à d'autres problèmes liés à la nutrition, comme l'anémie dont le taux est extrêmement élevé et ne montre aucun signe de diminution.* »

L'ONG Prisma, comme d'autres, opte pour une approche multifactorielle des problèmes de la nutrition. Le Pérou est en plein processus d'urbanisation accélérée, ce qui implique une modification complexe du point de vue sociodémographique et des profils de santé de la population.

La prévalence élevée des conditions de déficiences nutritionnelles côtoie le surpoids et l'obésité, typiques des sociétés modernes hyper urbanisées, parmi les populations à bas revenus. « *Près de 30% des femmes souffrent d'obésité, et les causes de la suralimentation sont du même ordre que celles de la dénutrition* », selon le docteur Haustein. Il faut donc parvenir à faire converger les secteurs de l'économie, du social et de l'éducation avec la stratégie de santé publique afin d'avoir une approche intégrale de la nutrition.

Car aujourd'hui, il est possible de voir dans une même famille un enfant souffrant de dénutrition chronique et un autre d'obésité. ♦

Lutte contre la malnutrition en Équateur

L'Équateur est toujours accablé par la sous-nutrition : 25,8 % des enfants souffrent de sous-nutrition chronique, dont 93,3 % d'enfants indigènes, alors que 22 % des adultes sont obèses. Touché par cette contradiction, le gouvernement mène différentes stratégies. Avec quels résultats ?

Les objectifs de *Acción Nutrición*

Articulant les efforts entre les ministères, l'objectif général recherché par cette stratégie est de :

- › Améliorer la situation nutritionnelle de la population avec un accent mis pour les enfants de moins de cinq ans;
- › Diminuer de 2 % par an la prévalence de la sous-nutrition chronique des enfants de moins de cinq ans;
- › Réduire de 50 % la prévalence de l'anémie des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes (pour 2013).

Le gouvernement équatorien a mis en place une stratégie nationale, appelée *Acción Nutrición*, dont l'objectif est d'éliminer de 24 % la sous-nutrition chronique des enfants. *Acción Nutrición* a débuté en 2009 et prendra fin en 2017. La stratégie est innovante car elle est multisectorielle et articulée entre les gouvernements autonomes décentralisés, la coopération internationale, la société civile et différents ministères.

Il ne s'agit plus d'un programme de lutte mené de façon isolée, comme c'était le cas avec *Alimentate Ecuador*, qui comprenait une erreur d'approche, en se limitant trop au champ médical, laissant de côté les problèmes déterminants de la sous-nutrition du pays tels que l'accès à une eau potable, aux installations sanitaires, au logement, à l'éducation et à la promotion d'habitudes saines.

La nouvelle stratégie vise principalement les enfants. Plusieurs ministères y participent en mettant en œuvre un programme spécifique. Le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Aquaculture et de la Pêche (Magap), par exemple, a promu, de 2009 à 2012, l'implantation de parcelles cultivables agroécologiques, dans le but d'améliorer la nutrition des enfants au sein des familles. Des jardins ont été implantés dans les écoles primaires et secondaires, dans les centres de santé communautaires et dans les centres de l'État consacrés à l'enfance.

Les techniciens du Magap ont formé des enseignants et des promoteurs communautaires en agriculture familiale, afin de garantir la pérennité de ces interventions dans toutes les zones provinciales. À la fin de ce projet, en 2011, les résultats sont concluants : 11 786 parcelles agroécologiques produisent



La campagne d'étiquetage contre l'obésité et le surpoids

L'Équateur est le premier pays d'Amérique du Sud à avoir adopté, en 2013, le système d'étiquetage de feu tricolore sur les aliments emballés et les boissons, ceci pour alerter les consommateurs sur les niveaux de sucre, de gras et en sel des aliments.

Le mécanisme consiste en une sorte de feu tricolore: rouge pour les produits avec un

contenu élevé en calories, jaune pour un contenu moyen et vert pour les produits à faible teneur.

Ce système permet une compréhension plus intelligible pour la majorité des consommateurs que le système d'étiquetage nutritionnel classique. Cette initiative a été appuyée par la *British Medical Association*, par des

associations médicales, par *Consumers International* et d'autres organisations de consommateurs du monde entier pour sa soi-disant efficacité et son sens commun. Il sert à alerter les personnes sur les aliments nocifs de la vie quotidienne, et permet de faire de rapides comparaisons. Le ministère de la Santé estime qu'environ 82 % des aliments auront une étiquette rouge.



des aliments sains ; 21 286 enfants et 50 680 adultes consomment ces aliments.

Depuis 2012, le Magap participe de manière indirecte au programme d'alimentation scolaire géré par le ministère de l'Éducation. Celui-ci a comme objectif de dynamiser l'économie nationale à partir de l'intégration des petits producteurs (par exemple de flocons de céréales) au Programme alimentaire scolaire. Le Magap se charge de l'acquisition des produits alimentaires scolaires, du stockage et de la distribution.

Le programme d'alimentation scolaire couvre principalement le petit déjeuner, le goûter et le déjeuner. Le petit déjeuner, par exemple, est composé en fonction des âges des enfants. Il inclut une boisson aromatisée, un biscuit fourré, une barre de céréales nutritionnelle. Le problème est qu'il s'agit d'aliments transformés et non des jus naturels ou des fruits.

Le programme présente quelques limites: certaines zones éloignées ne sont pas fournies de manière régulière ou le sont en quantité insuffisante pour les petits déjeuners scolaires. Concernant les aliments fournis, les élèves sont las de consommer les mêmes galettes et jus, ou des repas à base de riz et de haricots rouges.

Les premiers résultats

Entre 2004 et 2012, on observe une diminution de la sous-nutrition en Équateur, celle-ci passant de 33 % à 25 %. Même si ces chiffres restent élevés, on note une réduction de 8,4 points entre 2004 et 2012, c'est-à-dire une diminution de 1,1 % par an alors qu'entre 1984 et 2004, la réduction avait atteint 6 points, soit un rythme annuel moyen de 0,4 %. Entre 2010 et 2011, l'Équateur a baissé de 21 points le taux d'anémie chez les enfants.

Ces chiffres sont révélateurs de l'investissement du gouvernement dans les différents services de bases sur la période de 2004 à 2012, notamment grâce à l'articulation des services de santé et du logement. Si la sous-nutrition chronique tend à la diminution, d'autres formes de malnutrition affectent cependant l'Équateur: l'obésité, le diabète, l'hypertension.

Mauvaises habitudes alimentaires

Selon l'Enquête nationale de santé et de nutrition publiée en 2012, trois enfants sur dix en âge d'être scolarisés, ainsi que 26 % des adolescents, sont touchés par l'obésité et le surpoids. De plus, le ministère de la Santé, recense 12 700 morts suite à des problèmes cardiovasculaires. Le problème ne réside pas forcément, pour les Équatoriens, dans la surconsommation de la nourriture industrialisée et des plats préparés. Leur alimentation est surtout trop peu diversifiée, riche en graisses et en glucides. Ce qui est le plus consommé pour le déjeuner est à base de riz, de pommes de terre, de poulet, cuisinés à l'huile de palme (car moins chère) et accompagnés de peu de légumes.

Les repas sont souvent achetés dans la rue, dans des petits stands qui proposent frites/saucisse, frites/poulet, ou des petits plats traditionnels mais cuisinés dans de l'huile de friture. Les promotions «combos»: poulet, riz, frites et une boisson, sont consommées en excès et accessibles aux plus pauvres. Toutes ces petits stands sont présents n'importe où et à n'importe quelle heure, et tous les Équatoriens en raffolent.

L'augmentation des revenus de la classe moyenne permet de s'offrir ces «plaisirs». La classe plus élevée semble être conscientisée

au problème de l'obésité et prête davantage attention aux étiquettes lors des achats dans les supermarchés.

Le gouvernement mène une campagne d'étiquetage contre l'obésité et le surpoids (voir encadré). L'intention est louable: ce gouvernement a réussi à imposer ses règles face à des géants de l'agro-industrie comme Nestlé. Mais un système plus vaste de sensibilisation pour une consommation équilibrée et responsable devra être appliqué. Or, à ce jour, ce type de stratégie n'existe pas dans ce pays pourtant riche de ses innombrables variétés de fruits et légumes.

De bonnes volontés politiques mais trop centralisées

Le gouvernement mène donc des politiques ambitieuses contre la malnutrition dans le but respecter ses engagements constitutionnels

et les conventions signées concernant le droit à l'alimentation. Mais malgré les efforts fournis dans ce sens, la coordination initiale entre les ministères peine à être maintenue et n'est pas suffisamment opérative. Le ministère de l'agriculture n'est plus impliqué directement dans la stratégie *Acción Nutrición*. Beaucoup de projets et de programmes sont apparus parés de bonnes intentions. Il n'en reste pas moins que la plupart des initiatives sont des directives, dictées par le chef de l'État, le président Correa. Quel sera l'avenir pour le programme *Acción Nutrición* si Correa n'est pas réélu en 2017? D'autant plus que la lutte pour le droit à l'alimentation est loin d'être terminée en Équateur, où l'on continue de recenser des projets industriels (exploitations pétrolières) et des cas d'accaparements des terres nuisant à l'accès à la souveraineté alimentaire. ♦

—
Un article de Bérénice Petit

En Équateur, trois enfants sur dix sont touchés par l'obésité et le surpoids.

Élevage et bonne nutrition

—
Un article de Koen Van Troos
(Vétérinaires sans Frontières)

L'importance de l'élevage familial dans la lutte contre la malnutrition ne se limite pas à la quantité.

Outre ses répercussions positives sur l'agriculture et l'environnement, la contribution de l'élevage familial à la sécurité alimentaire et nutritionnelle doit également être soulignée. En effet, l'élevage familial influence favorablement les quatre dimensions de la sécurité alimentaire, à savoir la disponibilité, l'accessibilité, l'utilisation et la stabilité des aliments.

Disponibilité

En ce qui concerne la première dimension, il va de soi que l'élevage familial assure une disponibilité physique des produits d'origine animale, les animaux étant une source de viande, d'œufs, de lait, d'abats ou encore de sang. Au sein de certaines communautés du Sud – comme par exemple chez les Masai –, le sang du bétail est également consommé, mélangé avec du lait. Riche en fer, le sang constitue en effet un aliment de qualité. De plus, grâce à l'association élevage-agriculture – et donc à l'agriculture intégrée –, les rendements des cultures augmentent et l'agriculture est plus productive.

Accessibilité

L'élevage familial rend également les produits d'origine animale plus accessibles, entre autres par l'autoconsommation du lait et de la viande. De plus, les revenus issus de l'élevage paysan permettent l'achat d'autres aliments qui ne sont pas produits au niveau de l'exploitation ou ne sont pas disponibles toute l'année, notamment pendant la période de soudure. Dans les pays du Sud, une grande partie des zones urbaines et périurbaines font également appel aux éleveurs pour se procurer de la viande, du lait et des œufs. En conséquence, les éleveurs familiaux ne produisent pas uniquement pour les zones rurales. En même temps, on constate que dans

La place de l'élevage dans l'agriculture familiale

Dans la plupart des agricultures familiales du monde, les animaux occupent une place prédominante. D'après la FAO, la grande majorité des paysans pauvres possèdent des animaux qui contribuent significativement à l'économie familiale. Il s'agirait de près d'un milliard de personnes, soit à peu près 70% des 1,4 milliard de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Par ailleurs, près d'un milliard de têtes de bétail sont élevées par plus de 800 000 éleveurs pauvres dans les pays du Sud.



Utilisation

En matière d'utilisation des aliments, troisième dimension de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'élevage familial est également primordial. Les produits d'origine animale fournissent des nutriments et des micronutriments de grande qualité, notamment des protéines, riches en acides aminés essentiels, des minéraux et oligo-éléments (fer, zinc, etc.) et des vitamines. La viande, les abats, le lait ou encore les œufs apportent ces nutriments indispensables aux besoins des ménages. Le lait est riche en lipides et protéines de qualité. Dans la région sahélienne par exemple, il constitue souvent un des seuls apports quotidiens en protéines. Grâce à la vente de produits d'origine animale, les éleveurs familiaux peuvent aussi diversifier leurs régimes alimentaires. Ainsi, ils contribuent à des apports en nutriments plus conformes aux recommandations.

Stabilité

Enfin, l'élevage familial permet aussi d'assurer la stabilité des trois premières dimensions de la sécurité alimentaire. Ses différentes fonctions en font une épargne sur pattes. Le troupeau constitue un capital productif relativement stable et mobile pour assurer la disponibilité et l'accès aux produits d'origine animale. Par contre, être exclusivement éleveur, c'est aussi être très vulnérable, même quand on a un grand troupeau. En cas de sécheresse ou de limitation de mobilité, on risque de tout perdre. Par conséquent, pour les éleveurs exclusivement transhumants, cette stabilité n'est pas assurée et dépend de plusieurs autres facteurs – tels que des actions pour préserver la mobilité et la lutte contre le réchauffement climatique – ce qui les rend plus vulnérables que les agro-éleveurs.

De par ces contributions à la sécurité alimentaire, l'élevage paysan a la possibilité de

participer à la lutte contre la malnutrition. Les produits d'origine animale fournissent des protéines, glucides, lipides, minéraux et vitamines, des éléments essentiels pour une alimentation équilibrée. Chaque être humain en a besoin car ils constituent le carburant du corps humain. Dans plusieurs régions du monde, l'élevage familial constitue le seul moyen de fournir ces nutriments. Dans les zones arides et semi-arides – qui représentent entre 60 et 70% de la superficie de l'Afrique –, le climat est trop sec pour cultiver et l'élevage constitue la pratique agricole la plus durable. Les populations concernées n'ont d'autre choix que de recourir à l'(auto-)consommation de produits d'origine animale pour faire face à leurs besoins quotidiens, notamment en protéines.

Qualité

L'importance de l'élevage familial dans la lutte contre la malnutrition ne se limite pas à la quantité de (micro-)nutriments qu'il fournit, mais est également liée à leur qualité. Les protéines animales sont excellentes et se digèrent plus facilement que la plupart des protéines végétales. Leur composition en acides aminés est mieux équilibrée que celle des végétaux et leur valeur biologique varie entre 90 et 100 (chiffres basés sur la protéine d'œuf, protéine de référence, de valeur 100), tandis que la valeur des protéines végétales oscille entre 50 et 70. La biodisponibilité de minéraux importants tels que le calcium, le fer et le zinc, et des vitamines essentielles (B1, B2, B6 et B12) est aussi beaucoup plus élevée dans les produits d'origine animale que dans la plupart des produits d'origine végétale. C'est la principale raison pour laquelle les personnes ayant un accès limité à la nourriture par rapport à leur besoin – à savoir les jeunes enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes vivant avec le sida – sont encouragées à consommer des produits d'origine animale. Plusieurs études ont d'ailleurs démontré que le développement physique et mental des enfants est étroitement lié aux quantités de produits d'origine animale présentes dans leur alimentation, qui l'influencent de manière positive.

Le lait est un bon exemple de l'apport nutritionnel des produits d'origine animale et constitue une source importante de protéines pour les populations du Sud. Les protéines laitières sont plus riches en acides aminés et plus facilement assimilables que

les protéines végétales. Elles contiennent la totalité des neuf acides aminés «essentiels» qui ne sont pas synthétisés par l'organisme. Le lait assure aussi un apport en glucides et en lipides. Sa teneur en calcium, vitamines et protéines joue un rôle déterminant dans la croissance osseuse et la santé des enfants.

Il est clair que la lutte contre la faim et la malnutrition – notamment en ce qui concerne des initiatives contre les carences en fer, protéines et minéraux – l'élevage familial peut jouer un rôle très important.

Défis

Même si des animaux sont élevés au sein de la plupart des ménages dans les pays du Sud et que les opportunités d'accéder aux produits d'origine animale sont réelles, leur consommation reste insuffisante. En Afrique subsaharienne par exemple, la consommation de viande est minime, avec une moyenne de 14 kg par personne par an. Sans parler du lait et des œufs, dont les consommations annuelles respectives sont de 30,2 kg et 1,7 kg par personne. Ceci contraste avec l'énorme potentiel en termes de production d'aliments d'origine animale que représentent certaines (sous-) régions telles que le Sahel où l'élevage familial représente 40% du PIB agricole. Cette faible consommation des produits d'origine animale est liée à plusieurs facteurs économiques et socioculturels.

Comme mentionné plus haut, une grande partie des ménages – ruraux et urbains confondus – élèvent des animaux. Ceux-ci représentent donc un potentiel de produits d'origine animale à consommer. En même temps, les produits d'origine animale tels que le lait et les œufs se vendent à bon prix sur les marchés locaux. Les animaux représentent ainsi un capital économique important auquel on peut avoir recours en temps de crise.

Par conséquent, la plupart des familles pauvres choisissent de ne pas consommer leurs animaux et de plutôt consommer des produits végétaux – en général plus abordables – pour faire face à leurs besoins nutritionnels. En Afrique subsaharienne, où la pauvreté est très répandue, les ménages se voient ainsi confrontés à un véritable dilemme: privilégier une alimentation saine et équilibrée en consommant des produits d'origine animale ou vendre la production pour pouvoir faire d'autres dépenses? Cette

problématique est au cœur de toutes les interventions visant l'amélioration de l'état nutritionnel: comment maintenir l'équilibre entre besoins nutritionnels et besoins financiers dans un contexte de pauvreté?

Par ailleurs, les relations hommes-femmes influencent aussi la consommation familiale de produits d'origine animale. Ces rapports régissent non seulement la répartition des revenus tirés de l'élevage, mais aussi la répartition de la nourriture au sein de l'unité familiale, surtout pendant les périodes de soudure.

Si certaines activités comme la production laitière sont réservées aux femmes dans certains pays du Sud, dans bien d'autres régions, les femmes sont victimes de tabous alimentaires et de pratiques traditionnelles qui limitent leur accès aux produits d'origine animale: 60% des personnes sous-alimentées sont d'ailleurs des femmes ou des jeunes filles.

Bien que l'élevage familial permette une meilleure utilisation des aliments, il faut encore que les produits d'origine animale soient distribués de manière équitable au sein des ménages et que les discriminations envers les femmes cessent également dans ce domaine.

Recommandations

Il est clair que l'élevage familial peut aider de manière substantielle à lutter contre la faim et la malnutrition.

Par contre, pour capitaliser sur ce potentiel, toute approche visant à optimiser la sécurité alimentaire et nutritionnelle par le biais de l'élevage familial doit obligatoirement intégrer des aspects d'éducation et de santé. La qualité nutritionnelle des produits d'origine animale doit être davantage connue, ainsi que la composition d'un régime alimentaire équilibré.

Par ailleurs, il ne suffit pas d'assurer la disponibilité des produits d'origine animale, mais il faut aussi que ceux-ci soient accessibles aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Des approches multisectorielles intégrant tous ces aspects doivent donc être encouragées. ♦

Le lait est un bon exemple de l'apport nutritionnel des produits d'origine animale.

entretien

Alimentation : un droit à la vie

Un entretien avec Hilal Elver

Hilal Elver



Est la rapporteuse spéciale des Nations unies pour le droit à l'alimentation depuis 2014. Elle est professeure à l'Université de Californie où elle codirige le projet Global Climate Change du Orfalea Center for Global and International Studies. Elle est docteure en droit de l'Université d'Ankara et de l'Université de Californie.

Avec le soutien du Fonds belge pour la sécurité alimentaire et du Conseil consultatif sur la cohérence des politiques en faveur du développement, la Coalition contre la faim a organisé, le 17 avril dernier, un colloque sur l'agriculture familiale au cœur des politiques contre la faim. Les intervenants ont rappelé l'importance de l'agriculture familiale, rejoignant l'avis de la plupart des spécialistes de l'alimentation à travers le monde. Mais si les experts font des analyses exactes, les politiques permettant de réellement mettre en œuvre leurs recommandations sont encore insuffisantes. Explications avec Hilal Elver, la nouvelle rapporteuse spéciale des Nations unies pour le Droit à l'alimentation.

Défis Sud : Dans certains pays du monde, principalement en Amérique latine et en Inde, le droit à l'alimentation est de plus en plus considéré comme un droit opposable devant des juridictions. Mais au-delà de la possibilité d'aller en justice, quelles sont les politiques, au sens large, menées en faveur du droit à l'alimentation ?

Hilal Elver : Différentes politiques sont envisageables, mais pour être efficaces, celles-ci doivent s'appuyer sur le droit. En Inde, en Amérique latine et dans une vingtaine d'autres pays, on essaye de changer les Constitutions pour y inclure le droit à l'alimentation en le considérant comme un droit à la vie.

Cette inclusion est censée donner aux citoyens un argument légal qui leur permet d'exiger de leurs gouvernements de résoudre le problème d'accessibilité à l'alimentation. Il y a trois principes à suivre dans la défense du droit à l'alimentation : le respecter, le protéger et le mettre en œuvre. Les gouvernements doivent mettre en pratique des politiques actives pour protéger l'accessibilité de leurs citoyens à une nourriture saine. Mais le socle qui doit permettre la mise en pratique de telles politiques est la reconnaissance de

l'importance de l'alimentation dans le domaine des droits économiques et sociaux.

La politique s'appuie sur le droit. L'un ne va pas sans l'autre. Une mesure politique seule est trop fragile si elle n'est pas appuyée par la légalité. Quand la Constitution le permet, si votre gouvernement ne vous garantit pas l'accès à la nourriture, vous pouvez saisir un tribunal pour demander un dédommagement. Mais si votre capacité à vous nourrir sainement n'est tributaire que d'une décision politique, vous n'avez pas de droit intrinsèque, vous pouvez seulement exercer, si vous avez la chance de vivre en démocratie, un contrôle sur les décisions via les élections, en choisissant un autre gouvernement.

DS : Vous dites que différentes politiques sont envisageables. Quelles sont à votre avis les bonnes politiques à appliquer et dans quel ordre de priorité faudrait-il les appliquer ? Dans son rapport final adressé à l'Assemblée générale des Nations unies, votre prédécesseur, Olivier De Schutter, fait une série de recommandations. Y a-t-il selon vous des priorités à suivre dans ces recommandations ?

HE : Une priorité est d'accorder les violons au niveau international pour tenter d'inverser l'inexorable réchauffement climatique, qui a



Vente de fruits et légumes dans une gare à Madagascar.

© Tim Dirven/ Panos.

des conséquences terribles sur l'agriculture et l'alimentation. On sait que l'agriculture industrielle productiviste a des implications graves en termes de réchauffement climatique. Les politiques d'atténuation du réchauffement climatique – l'on songe évidemment aux agrocarburants – sont souvent opposées au droit à l'alimentation. Le recours aux agrocarburants a aggravé l'instabilité du prix des céréales.

L'importance du rôle des paysannes dans le système alimentaire doit également être mis en relation avec les politiques à mener dans le domaine de la santé, de l'égalité des salaires, de la lutte contre la violence faite aux femmes, etc.

Le problème de la qualité de la nutrition et de ses impacts sur la santé doit être traité d'urgence. La nutrition des enfants est extrêmement importante durant les premières

années de leur vie. Si vous avez connu la faim chronique avant l'âge de deux ans, comme cela arrive à trop d'enfants pauvres, cela aura un impact sur votre santé durant tout le reste de votre vie.

Enfin, comme Olivier De Schutter, j'estime que des politiques agricoles nationales et sous-régionales orientées vers l'agriculture familiale peuvent faire la différence face à un agrobusiness prédominant sur le plan international.

DS: Craignez-vous les impacts du Traité transatlantique (TTIP) entre l'Union européenne et les USA sur la souveraineté alimentaire des pays du Sud?

H E: Oui! Les USA et l'Union européenne contrôlent la politique alimentaire globale et ce qu'ils font dans ce cadre a un impact sur le reste du monde. Or, leur Traité se négocie

**La politique
s'appuie
sur le droit.
L'un ne va pas
sans l'autre.**

Le problème de la qualité de la nutrition et de ses impacts sur la santé doit être traité d'urgence.

quasi dans le secret. Il faudrait pouvoir évaluer en toute transparence le réel impact que ce Traité aura sur les citoyens en Europe, aux USA, mais aussi dans les pays en développement. Les règles sanitaires et douanières établies entre ces deux entités ont des conséquences pour l'alimentation et l'agriculture de l'ensemble de la planète. Des questions comme l'autorisation des organismes génétiquement modifiés, l'utilisation d'antibiotiques etc. concernent directement la santé des gens. Les agricultures familiales du Nord et du Sud n'ont pas de pouvoir face aux multinationales favorisées par un Traité conçu à leur mesure. Les petits fermiers ne sont pas en état d'avoir accès au marché international, qui tire certes les prix vers le bas pour les consommateurs mais dégrade également considérablement la qualité de l'alimentation. Si l'UE et les USA créent une dérégulation du marché en fonction de leurs intérêts, les pays en voie de développement auront peu de chances de s'en sortir.

DS: Est-ce qu'il faut passer par une période de transition où agroécologie et agrobusiness cohabiteront ?

H E: S'il s'agit de «cohabiter» entre agroécologie et agrobusiness durant une «période de transition», il s'agit alors de lever quelques malentendus conceptuels et de définir exactement ce dont nous parlons. Il faut déterminer les différences entre l'agroécologie et une «agriculture intelligente» promue par plusieurs agences internationales afin de «s'adapter au changement climatique» (climate smart agriculture). Quand on évoque l'agriculture intelligente, il y a une manière hautement technologique et scientifique d'aborder la question des semences, par exemple, afin qu'elles soient plus résistantes aux sécheresses, etc. C'est très séduisant sur papier, mais totalement inabordable pour les petites activités des agriculteurs familiaux en termes de coûts d'exploitation et de recours aux sources d'énergie. Donc, *in fine*, c'est une agriculture intelligente faite pour les agriculteurs de l'agrobusiness qui en ont les moyens. L'agroécologie est un projet totalement différent, mais l'agriculture dite intelligente est parfois tellement subtile qu'elle réussit à se faire passer pour de l'agroécologie...

DS: Est-ce que l'agriculture familiale est assez forte pour assumer son autonomie. N'est-elle pas obligée de cohabiter avec l'agrobusiness ?

H E: C'est définitivement vrai qu'à travers le monde, l'agriculture familiale est perdante. Les fermiers vieillissent partout, aux États-Unis, en Europe et dans le reste du monde: leur moyenne d'âge est de 55 ans plus ou moins et la jeune génération ne veut pas de l'agriculture familiale car il y a des alternatives plus faciles. C'est un phénomène global aux États-Unis, en Europe, etc. À cause de ce développement de l'agriculture industrielle majoritaire, le style de vie rural dans beaucoup de parties du monde évolue vers un mode de vie urbain. Mais cependant la force l'agriculture familiale est son modèle coopératif qui permet de planifier sur le long terme. Si vous perdez un an de production, vous pouvez compter sur la solidarité de votre voisin, et malgré une ou deux années de sécheresse, vous vous en sortez grâce à une sorte de coopération qui vous aide à survivre. Dans l'agriculture industrielle: si vous perdez une goutte, les multinationales vous laissent tomber en trois mois parce qu'il n'y a pas moyen de maintenir le profit attendu. Or l'agriculture familiale et traditionnelle est une promesse à long terme.

DS: Croyez-vous qu'il doit être possible de poursuivre les multinationales en justice pour violation du droit à l'alimentation ?

HE: Oui, c'est un de mes combats. Les multinationales sont à l'origine de nombreux problèmes. Elles mettent en danger les moyens de subsistance des populations locales, détruisent l'environnement, déplacent des populations en accaparant des terres... Tout cela nous indique que la responsabilité pour la violation des droits de l'homme doit pouvoir s'appliquer aux multinationales. Jusqu'à présent, le droit international a toujours bloqué sur ce point. Mais des avancées existent: les Nations unies ont émis des principes directeurs concernant le business et les droits de l'homme et l'on peut également se référer aux Principes de Maastricht pour les obligations extraterritoriales. Il faut se battre pour que cette série de principes soit adoptée plus largement au niveau international et qu'elle devienne une nouvelle jurisprudence largement reconnue. ♦

— **Propos recueillis par Pierre Coopman.**

Rédaction: Pierre Coopman et Sabine Schrader



Les banques passées à la loupe !

Près de 2 ans après la sortie du rapport «En Belgique aussi les banques sont complices» (à voir et revoir sur le site homonyme de la campagne www.onnejouepasaveclanourriture.org), la mobilisation continue et s'étend au-delà du plat pays ! Armement, environnement, droits de l'homme, droits du travail, transparence et procédés bancaires peu scrupuleux sont passés au crible.

Trois sites vous informent sur les comportements de votre banque

Oxfam France a lancé le 30 mars le site Fair Finance France (voir aussi sa version belge) qui dénonce les pratiques irresponsables des banques. Il permet aussi de

classer les banques et de les comparer les unes avec les autres.

De la même manière, Fair Fin évalue les investissements nocifs des banques belges.

Sur son site « Les 7 Péchés Capitaux des Banques », Philippe Lamberts (député européen écolo) met à nu les pratiques abusives des banques. Les banques sont indirectement responsables de pratiques nuisibles au travers des financements qu'elles soutiennent, restons informés pour utiliser notre pouvoir d'interpellation auprès de notre banque quand cela s'avère nécessaire.

Pour en savoir plus : <https://www.sosfaim.org/be/news/les-banques-passees-a-la-loupe/>

Bonne gouvernance des régimes fonciers au Sénégal - Un réseau de journalistes voit le jour à Dakar

Le Sénégal vient de se doter d'une nouvelle sentinelle sur la gouvernance des régimes fonciers. Le réseau des journalistes sur la gouvernance foncière est né en avril, à Dakar, à l'issue de deux jours de travaux qui ont réuni les professionnels des médias et de la communication, grâce au Cadre national de concertation des ruraux (CNCR).

Le réseau s'est fixé pour mission d'informer et de sensibiliser sur les questions de gouvernance des régimes fonciers au Sénégal.

Depuis plusieurs années, la question foncière occupe une place importante au Sénégal dans les débats relatifs aux politiques publiques, tant en zones urbaines que rurales (lire à ce sujet le numéro 123 de *Défis Sud*, largement consacré à la question des accaparements des terres au Sénégal).

« Pour faire face aux défis de la dégradation et raréfaction des ressources, d'un accès équitable à la terre pour tous, des besoins croissants de l'urbanisation et de la demande alimentaire, il est nécessaire de créer les conditions d'une bonne gouvernance du foncier », explique El Hadj Thierno Cissé, de la Cellule d'appui technique du CNCR.

Pour cette raison, il faut améliorer la gouvernance à l'échelle des communes, des régions et de l'État. C'est pour cela, que l'idée de créer un réseau des journalistes sur la gouvernance foncière est nécessaire. Le réseau est composé de journalistes



Le numéro 123 de *Défis Sud* sur le foncier au Sénégal.

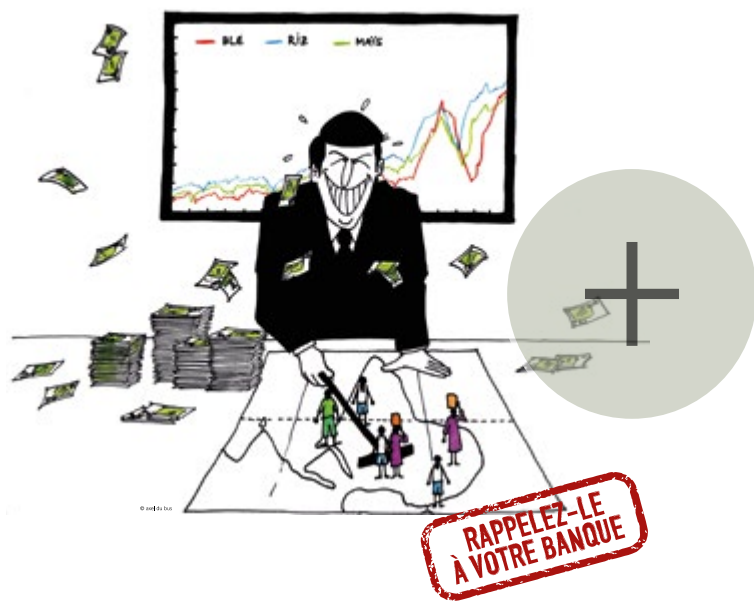
Réalisé en collaboration avec des journalistes sénégalais.

des médias traditionnels, en ligne et des médias communautaires. Il est prévu de « mobiliser des appuis pour des investigations plus poussées sur les problèmes liés au foncier, de sensibiliser l'opinion publique sur les enjeux de la gouvernance foncière et de promouvoir des synergies entre médias ruraux et urbains pour faciliter l'accès à l'information ».

Selon El Hadj Thierno Cissé, il y a « nécessité d'aller vers une réforme foncière et de revoir la loi sur le domaine national de 1964, qui n'a jamais été réellement appliquée ». Il a rappelé que « les populations ont été en effet très réticentes à accepter cette loi, qui les dépossédait de leurs droits coutumiers et les mesures d'accompagnement et d'encadrement de la mise en œuvre de la loi n'ont jamais été mis en place par l'État ».

Source : <http://farmlandgrab.org/>

ON NE JOUE PAS AVEC LA NOURRITURE!



STOP à la spéculation sur les matières premières agricoles et sur les terres.

Tous les jours, des spéculateurs parient sur l'évolution des prix agricoles et investissent dans des entreprises qui achètent massivement des terres à l'étranger. Ces pratiques spéculatives favorisent la concentration des terres dans les mains des plus riches et font flamber les prix agricoles, menaçant la sécurité alimentaire des plus pauvres et l'avenir des petits agriculteurs.

Des banques en Belgique sont complices ... la vôtre peut-être ? SOS Faim dit stop ! Vous aussi ?

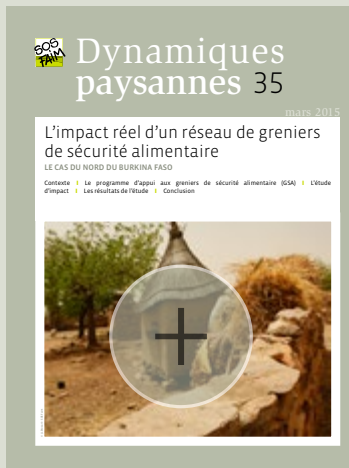
Passez à l'acte sur www.onnejouepasaveclanourriture.org



Publications de SOS Faim

Les jalons de la mobilisation

À côté de Défis Sud, d'autres publications de SOS Faim répondent à la mission d'information du public sur les réalités vécues par nos partenaires du Sud. Ces publications sont les premiers jalons de la mobilisation.



Dynamiques paysannes

Une publication consacrée au développement des organisations paysannes, de l'agriculture et du monde rural. En raison de l'importance économique et sociale de l'agriculture dans les pays du Sud, SOS Faim a toujours privilégié le secteur agricole dans ses actions de soutien. Derniers numéros parus :

- N°35 Le cas du Nord du Burkina Faso
- N°34 La nécessité d'un mouvement paysan fort en RDC
- N°33 Les entreprises d'investissement local : un dispositif original au cœur du développement territorial



Zoom microfinance

Une newsletter consacrée à la présentation d'initiatives en matière de microfinance. Depuis 15 ans, SOS Faim appuie des programmes de microfinance et souhaite partager ses expériences. Derniers numéros parus :

- N°44 Le fonds de garantie, une réponse au risque de crédit agricole
- N°43 Effets de la réglementation en microfinance : le cas de l'Afrique de l'ouest
- N°42 Une microfinance de plus en plus verte : tendance lourde ou effet de mode ?



Dajaloo

Se rassembler pour faire changer les choses !
Le magazine qui donne cinq fois par an des idées pour agir au Nord et propose des articles abordables sur :

- Les grandes questions du petit monde du développement.
- Les prises de position et les projets de nos partenaires.
- Les actions de mobilisation de SOS Faim.
- Les actes à poser pour faire changer les choses.

Pour vous abonner gratuitement : cra@sosfaim.org

Les numéros sont consultables sur notre site web : www.sosfaim.org